

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Lundi 22 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°129 ■

UN NOUVEL OUTIL DE GOUVERNANCE ACTIVÉ EN JUILLET PROCHAIN

## Pour une gestion efficace du budget de l'Etat

La Direction Générale des Impôts, sous l'égide du Ministre des Finances, a organisé, hier à Alger, la Conférence nationale des cadres de l'administration fiscale. Placée sous le thème : «pour une gestion efficace », ce colloque s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres périodiques avec des responsables et cadres de l'administration fiscale, visant à la concertation sur les programmes de travail de cette institution et ses perspectives de développement.

P 3



Marché de l'argent  
**Un déficit  
de 142,1 millions  
d'onces en 2023**

P 16

PRODUITE À AIN  
OUESSARA (DJELFA)

**L'huile d'olive  
"Dahbia" primée  
en Suisse**

L'huile d'olive algérienne "Dahbia" produite à Ain Ouessara (Djelfa) a remporté une nouvelle médaille d'or au concours international d'huile d'olive biologique dont les résultats ont été annoncés la semaine passée à Genève (Suisse).

P 2

FISCALITÉ

**La vignette  
automobile en ligne  
lancée en 2024**

La vignette automobile en ligne sera lancée en 2024, a indiqué hier à Alger une responsable à la Direction générale des impôts (DGI) qui vise à travers cette démarche la modernisation de ses services et la facilitation des procédures fiscales.

P 3

RÉGLEMENTATION  
PARASISMIQUE

**Intégrer les  
dernières évolutions  
techniques dans les  
constructions**

Le dernier séisme qu'a connu l'Algérie a été un vrai traumatisme. Après celui de Chlef en 1980, et celui de 2003 à Boumerdes, l'Algérie a établi des règles parasismiques bien précises, qui selon ses concepteurs sont appelées à évoluer.

P 5

AGRICULTURE  
DE MONTAGNE

**Plus d'un million  
d'arbres fruitiers  
distribués**

P 2

DÉVELOPPEMENT ET  
MODERNISATION DU SECTEUR  
DE LA SANTÉ

**Les efforts  
de l'Algérie  
mis en avant**

P 4

BECHAR

**Projet d'envergure  
de transfert des eaux  
albiennes**

P 6

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET  
DES MINES

**Nassim Hellal, nouveau directeur de cabinet**

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a présidé, hier, la cérémonie d'installation de Nassim Hellal, en tant que nouveau directeur de cabinet du ministère de l'Énergie et des Mines. En présence des cadres du ministère, Arkab a souligné que cette nomination s'inscrit dans le cadre du renforcement du secteur avec des cadres qualifiés à différents niveaux, lit-on dans un communiqué du ministère.

Il a au passage mis en exergue la compétence et l'expérience du nouveau directeur de cabinet, considéré comme l'un des cadres les plus performants et les meilleurs du secteur de l'Énergie, et qui contribuera sans aucun doute à l'atteinte des objectifs souhaités et à la poursuite des programmes établis. De son côté, le nouveau directeur de cabinet, Nassim Hellal, s'est engagé à œuvrer au renforcement du travail institutionnel au sein du cabinet pour une coopération continue entre les différentes instances du secteur et les autres départements ministériels.

Titulaire d'un magistère en économie pétrolière et gestion stratégique en 2004 de l'Institut Algérien du Pétrole, et d'un diplôme d'ingénieur industriel en 1998 de l'École Nationale Polytechnique, Nassim Hellal occupait auparavant le poste de directeur de la stratégie au sein du groupe Sonatrach depuis juillet 2012. Il a rejoint Sonatrach en 1999, et a occupé plusieurs postes. Membre du comité de programme JST11 (Journée scientifique et technique) entre 2016 et 2018, il a été responsable du département Business Intelligence entre 2008 et 2011, et maître de conférences à l'École nationale polytechnique entre 2007 et 2009.

Slimat T.

AGRICULTURE DE MONTAGNE

**Plus d'un million d'arbres fruitiers distribués**

*Le sous-directeur au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Lamine Merabet, a indiqué que sept variétés d'arbres fruitiers, résistants aux conditions climatiques difficiles, ont été incluses dans le programme de développement de l'agriculture de montagne, tels que, l'olivier, l'abricotier, le prunier, le figuier, le grenadier, l'amandier, et le pistachier.*

Synthèse R E/Agence

**A** ce titre, 1,14 million de plants ont distribués aux bénéficiaires du programme de soutien depuis 2021. Ce responsable a indiqué, lors de son passage à la radio, que notre pays a adopté l'équation de l'autosuffisance, du développement de l'agriculture, de sa durabilité et de sa conformité avec l'environnement, selon ce qui est appelé plan environnemental, qui vise à s'adapter aux conditions climatiques actuelles. Dans le même contexte, il a expliqué les solu-

tions proposées concernant les programmes agricoles adaptés aux conditions climatiques, ou ledit « plan climat », assimilable à l'inclusion de cultures compatibles avec l'environnement, comme la plantation d'arbres fruitiers résistants aux conditions climatiques difficiles, notamment en milieu rural, selon une stratégie visant d'atteindre 100 000 hectares d'ici 2030. L'intervenant a souligné, que les perspectives économiques actuelles de l'Algérie sont tournées vers l'avenir et basées sur le remplacement du produit importé par le produit local. L'importation de produits tels que les fruits

secs pèse lourdement sur le budget de l'Etat, a-t-il alerté, soulignant qu'au niveau du Ministère de l'Agriculture, plusieurs mécanismes d'aide, notamment en milieu rural, ont été mis en place, dont le Fonds d'Appui aux petits éleveurs et aux agriculteurs Investisseurs. Ce responsable a fait savoir qu'il y a des critères selon lesquels la variété appropriée d'arbres fruitiers est sélectionnée. Il dira qu'en premier lieu, le climat humide et les propriétés du sol, en étayant ses précisions par le grand succès de certains produits comme les oliviers, les grenadiers et les pruniers.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

**Les prix des aliments de bétail connaissent une stabilité**

**L**es prix des aliments de bétail connaissent "une grande stabilité", a affirmé le ministère de l'Agriculture et du Développement rural dans un communiqué, démentant ainsi toutes les déclarations à propos d'une flambée des prix en la matière. "Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural informe que les aliments de bétail connaissent une grande stabilité en termes de prix", a souligné le ministère, ajoutant que "toute déclaration des intermédiaires et spéculateurs sont infondées". Le ministère a également rappelé la mise en place, à travers l'Office national des aliments du bétail (ONAB), de "88 points de vente sur l'ensemble du territoire au profit des éleveurs à des prix fixes", lit-on dans le communiqué. Cette stabilité des prix est le résultat "des mesures prises par l'Etat en faveur des éleveurs à l'image de l'approvisionnement en orge et maïs prévu par le décret exécutif n 23-112 du 9 mars 2023 modifiant et

complétant le décret exécutif n 21-120 du 29 mars 2021 relatif aux modalités d'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), des opérations de vente d'orge et de maïs, ainsi que des matières et des produits destinés à l'alimentation de bétail et de volailles", a mis en avant la tutelle. Et de poursuivre que "le décret en question stipule aussi que les bénéficiaires de l'exemption de la TVA sont dispensés, au titre de leurs opérations d'achat, de l'obligation de présentation de l'attestation d'exonération de ladite taxe". "Les éleveurs, les distributeurs et les coopératives agricoles sont également dispensés de l'obligation de présentation de l'attestation d'exemption lors de l'achat des produits exonérés, à savoir l'aliment de bétail", a conclu le ministère.

R E.

PRODUITE À AIN OUESSARA (DJELFA)

**L'huile d'olive "Dahbia" primée en Suisse**

**L'**huile d'olive algérienne "Dahbia" produite à Ain Ouessara (Djelfa) a remporté une nouvelle médaille d'or au concours international d'huile d'olive biologique dont les résultats ont été annoncés la semaine passée à Genève (Suisse), a-t-on appris samedi du patron de cette marque Hakim Aliliche. Cette nouvelle récompense s'ajoute à cinq autres médailles d'or obtenues par la marque "Dahbia" dans des compétitions internationales organisées, ces dernières années, à Tokyo (Japon), Berlin (Allemagne), Italie et deux fois de suite à Dubaï (Emirats arabes unis), "un fait ayant renforcé sa place sur le marché international de l'huile d'olive", s'est félicité le même responsable. M. Aliliche a assuré que les résultats de chaque concours auquel sa marque a participé sont soumis "à nombre de critères, analyses en laboratoires et rap-

ports d'experts de plusieurs nationalités qui imposent la participation d'un produit de très haute qualité répondant à des normes internationales, dont nous œuvrons à préserver le niveau, voire l'améliorer". Cette année, l'huile d'olive "Dahbia" a également remporté quatre médailles d'argent à Tokyo (Japon), Oslo (Norvège), Turquie et Athènes (Grèce), a fait savoir M. Aliliche. Cet investisseur agricole, qui avait été honoré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors des assises nationales agricoles de février dernier, a assuré que ces distinctions l'ont toujours "encouragé à promouvoir l'huile d'olive algérienne à un rang mondial, ce qui est aujourd'hui chose faite". Il s'est également dit "fier" d'être constamment consulté par des agriculteurs qui viennent lui demander conseil et veulent profiter de son expérience dans le

domaine. A noter que Hakim Aliliche s'est spécialisé, depuis une vingtaine d'années, dans l'oléiculture biologique, en procédant à la mise en valeur d'une superficie de

plus de 40 ha à Ain Ouessara, pour en faire une ferme modèle de 15.000 oliviers, dont l'irrigation s'appuie sur des techniques économiseuses d'eau.

R E.

**PAIEMENT DES COÛTS DU HADJ  
L'Office national prolonge le délai jusqu'à lundi**

L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO), a annoncé, avant-hier samedi, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, la prolongation du délai de paiement des coûts du hadj et la finalisation des démarches administratives et sanitaires jusqu'au lundi 22 mai 2023, à 20h00. Plus de huit (08) tonnes de médicaments et de fournitures médicales ont été affectées à la prise en charge des hadjis algériens dans les Lieux saints pour la saison du hadj 2023, rapporte l'agence officielle. Mme Zahra Belkhirate, chargée de communication auprès de l'ONPO, a indiqué que 8,1 tonnes de médicaments et de fournitures médicales avaient été chargées à bord de deux avions affrétés par Air Algérie qui s'envoleront aujourd'hui à destination de l'Arabie Saoudite, et ce pour garantir une prise charge médicale optimale des pèlerins, selon le même média. Concernant la procédure de paiement des coûts du Hadj pour la saison 2023, la même intervenante a précisé que 93% de hadjis s'étaient acquittés de ces frais à samedi matin, l'opération devant se poursuivre jusqu'à tard dans la même journée.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

**Siège social**  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger  
**Siège de la rédaction**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA

**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

**PUBLICITÉ**

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:  
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

UN NOUVEL OUTIL DE GOUVERNANCE ACTIVÉ EN JUILLET PROCHAIN

# Pour une gestion efficace du budget de l'Etat

La Direction Générale des Impôts, sous l'égide du Ministre des Finances, a organisé, hier à Alger, la Conférence nationale des cadres de l'administration fiscale. Placée sous le thème : « pour une gestion efficace », ce colloque s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres périodiques avec des responsables et cadres de l'administration fiscale, visant à la concertation sur les programmes de travail de cette institution et ses perspectives de développement.

Par Sirine R

Le choix du thème « Gestion efficace » intervient conformément à l'entrée en vigueur des dispositions de la loi organique 15-18 du 02 septembre 2018 liées aux lois de finances, qui instaurent l'adoption d'un cadre budgétaire pluriannuel basé sur le budget programme avec des objectifs prédéterminés, contrairement à la loi précédente basée sur l'octroi de crédits annuels pour chacun du budget de gestion et du budget d'équipement (duplication budgétaire).

La mise en œuvre du nouveau cadre légal est l'un des axes inclus dans la réforme financière prévu dans le plan d'action du gouvernement, qui vise à appliquer les principes de bonne gouvernance, fondés sur des objectifs de performance.

En effet, la bonne gouvernance repose sur la gestion de l'engagement de résultats, qui donnera aux fonctionnaires et aux gestionnaires une plus grande indépendance afin d'atteindre les objectifs grâce à des normes d'évaluation et de contrôle.

Cette loi vise à assurer une gestion plus efficace et efficiente conformément aux normes internationales, indique le ministre des Finances, Laaziz FAID, dans son allocution à l'ouverture des travaux de cette rencontre.

Ainsi, cette loi prévoit une évaluation de la réalisation des objectifs des programmes fixés, comme une nouvelle méthodologie de gestion, basée sur le principe de l'« utilité » qui signifie une bonne performance en obtenant des résultats et en atteignant des objectifs, et non à la logique des « moyens », détaille le ministre.

Dans le cadre du développement de l'approche de gestion axée sur la performance au niveau de l'administration publique et en particulier au niveau du Ministère des Finances, « il s'agit d'accroître la performance dans la gestion de l'administration, dans le respect des règles de gouvernance ». Selon le ministre, il est donc nécessaire de développer les outils nécessaires pour y parvenir.

A cet égard, il convient de rappeler que l'administration publique travaille en permanence à l'amélioration de ses performances, en adaptant ses missions et ses pratiques aux exigences de l'environnement économique et social afin de fournir des services de qualité au citoyen. Chaque organe du ministère des Finances s'engagera à adopter le « contrat de performance et de l'efficacité », à une échelle pluriannuelle. Ce document constitue, explique le ministre, un outil d'évaluation et de suivi de la performance des instances par rapport aux objectifs prédéterminés et s'inscrit dans le cadre des orientations stratégiques du ministère.

Cet outil de gouvernance sera activé à partir du second semestre 2023, et donc à partir de juillet prochain. Il fera l'objet d'une première évaluation en fin de trimestre et d'une évaluation plus complète en fin d'année durant le mois de janvier 2024.

L'année 2023 est considérée, en outre, comme la première étape pour l'administration fiscale de travailler avec ce système dans la gestion de ses services. Selon le ministre, s'engager dans cette nouvelle culture managériale, ainsi que la maîtrise des techniques fiscales, conduira inévitablement à améliorer le climat des affaires des différents services et à élever l'esprit de compétition entre eux. Ceci aura des retombées positives sur les rendements et la performance de l'Administration fiscale en particulier, et le recouvrement des ressources fiscales en général. Il est à noter, dans ce cadre, que les recouvrements de fiscalité ordinaire sont très bas. D'ailleurs, le ministre avait estimé qu'il est inconcevable de continuer sur cette voie où la fiscalité ordinaire n'est pas en mesure de couvrir les salaires des fonctionnaires. Des orientations ont été données afin de consentir de gros efforts pour remédier à cette situation à court terme et parvenir, à moyen terme, à couvrir les dépenses de fonctionnement.

FISCALITÉ

## La vignette automobile en ligne lancée en 2024

La vignette automobile en ligne sera lancée en 2024, a indiqué hier à Alger une responsable à la Direction générale des impôts (DGI) qui vise à travers cette démarche la modernisation de ses services et la facilitation des procédures fiscales.

« Sur le plan développement, le projet de la vignette en ligne est finalisé, reste le socle juridique qui devrait être intégré dans la loi de finances », a déclaré à l'APS, Souhila Souilamas, directrice centrale à la DGI, en marge des travaux de la conférence annuelle des cadres dirigeants de l'administration fiscale.

Selon cette responsable, ce projet qui entre dans le cadre de la numérisation et la modernisation des services fiscaux, est en phase d'intégration des informations relatives au parc national automobile, dont le fichier est géré par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et l'Aménagement du territoire.

L'intégration de ce fichier dans la plateforme digitale de la DGI, a-t-elle expliqué, permettra à l'administration fiscale de faire le calcul de la taxe relative à la vignette en fonction de la motorisation du véhicule.

L'objectif du lancement prochain de la vignette automobile en ligne est de « permettre au citoyen de s'acquitter de cette taxe dans les meilleures conditions et de lui éviter les longues files d'attente au niveau des structures de l'administration des impôts et les bureaux de poste ».

De même, ce nouveau service permettra à la DGI de se décharger des coûts de gestion « considérables » de cette prestation en la dématérialisant, tout en assurant un service de qualité au citoyen, a assuré Mme Souilamas.

R. E.

ALGÉRIE/TUNISIE

## Les moyens de renforcer la coopération dans le domaine de l'habitat examinés

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a reçu, dimanche à Alger, la ministre tunisienne de l'Équipement et de l'Habitat, Sarra Zaafrani Zenzi avec laquelle il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment en matière d'échange d'expertise bancaire dans le domaine de l'habitat et des lois relatives à la Réglementation parasismique algérienne (RPA).

Lors de cette rencontre, tenue en marge des travaux du Colloque international "Réduire le risque sismique : gouvernance et prospective", organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de

la Ville sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les deux ministres ont passé en revue la coopération bilatérale dans le secteur de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, avec la ratification prochaine d'un accord de coopération entre les deux pays.

Il a également été convenu, lors de cette rencontre, de créer deux groupes en vue d'échanger les expertises, le premier entre la Banque de l'Habitat (BH) de Tunisie et la Banque nationale de l'Habitat, et le deuxième en matière des lois relatives aux RPA.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la rencontre consultative, M. Belaribi a

précisé que cette rencontre "s'est tenue dans le cadre de la coopération interarabe au titre de la nouvelle approche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", soulignant que l'Algérie était "disposée à échanger son expertise avec la partie tunisienne".

De son côté, la ministre tunisienne a mis en avant la "grande importance" de cette rencontre qui a permis, a-t-elle dit, de discuter des moyens de coopération interarabe dans les domaines de l'habitat et de la prévention du risque sismique, ajoutant que son pays souhaitait "bénéficier de l'expertise algérienne en matière de lois relatives au

système parasismique".

La ministre tunisienne a en outre souligné que son pays était "disposé à partager son expérience avec la partie algérienne en matière d'expertise bancaire dans le domaine de l'habitat", précisant que la "Banque de l'habitat en Tunisie jouit de plus de soixante ans d'expérience".

A noter que la ministre tunisienne de l'Équipement et de l'Habitat a pris part, samedi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, à l'ouverture du Colloque international sur la réduction du risque sismique, organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

R. E.

ALGÉRIE/LIBYE

## Renforcer la coopération dans le domaine du logement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a reçu dimanche à Alger le ministre libyen de l'Habitat et de la Reconstruction du Gouvernement d'union nationale, Abubakr El-Ghaoui, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines du logement, de l'urbanisme et de la ville.

Lors de cette rencontre, tenue en marge des travaux du Colloque international "Réduire le risque sismique : gouvernance et prospective", organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville sous le haut pa-

tronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les deux parties ont examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines du logement, de l'urbanisme et de la ville.

Dans une déclaration à la presse au terme de cette rencontre consultative, M. Belaribi a souligné que "l'Algérie est disposée à faire profiter la partie libyenne de ses expertises en matière de logement, de l'urbanisme et de la ville, notamment celles liées aux bureaux d'études, aux centres de recherche et aux entreprises de réalisation".

Le ministre a, en outre, affirmé la volonté de

l'Algérie de signer un accord de coopération avec la partie libyenne dans le domaine du logement, de l'urbanisme et de la ville, soulignant à ce propos qu'il "y a une réponse positive de la part de la partie libyenne".

Pour sa part, M. El-Ghaoui a indiqué que la Libye et l'Algérie entretiennent des relations "profondes et fraternelles", appelant l'Algérie à "participer à la reconstruction de la Libye après une crise qui a duré plus de dix (10) ans".

Le ministre libyen a souligné que "l'Algérie a une grande expérience en matière de logement, ce qui lui permet de jouer un rôle ma-

jeur dans la reconstruction de la Libye", appelant à la coordination avec l'Algérie pour former des cadres libyens dans le domaine du logement.

Le ministre libyen de l'Habitat et de la Reconstruction du Gouvernement d'union nationale est actuellement en Algérie pour participer au Colloque international "Réduire le risque sismique : gouvernance et prospective", dont les travaux ont débuté, samedi, au Centre international des conférences "Abdelatif Rahal" (CIC) d'Alger.

R. E.

## PÉTROLE

**L'AIE prévoit une pénurie de l'offre en 2023**

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié ses prévisions, anticipant une pénurie de l'offre de pétrole brut dans le monde au cours du second semestre 2023, avec la hausse de la demande, notamment celle de la Chine.

Dans son rapport mensuel rendu public jeudi dernier, l'agence a déclaré que les prix actuels du baril de pétrole, qui sont en dessous des 80 dollars le baril de Brent, ne reflètent pas la crise à laquelle les marchés seront confrontés à l'avenir.

"Le pessimisme actuel du marché, qui a fait baisser les prix, est en contradiction avec les équilibres de marché plus serrés que nous prévoyons au second semestre. Nous constatons que la demande dépasse l'offre", a déclaré l'Agence internationale de l'énergie. Par conséquent, l'Agence internationale de l'énergie a relevé ses prévisions concernant la demande mondiale de pétrole cette année de 200 000 barils par jour, par rapport à l'estimation du mois dernier, à un niveau record de 102 millions de barils par jour.

L'AIE a déclaré que la reprise économique de la Chine après la levée des mesures de confinement contre le coronavirus a dépassé les prévisions, avec une hausse record de la demande de 16 millions de barils par jour au mois de mars dernier. Les prévisions de l'agence ont été publiées un jour après l'annonce faite dans la journée du lundi par le département américain de l'Énergie d'avoir décidé d'acheter 3 millions de barils de pétrole brut pour ses réserves stratégiques de pétrole, livrables en août prochain. Le début de ce mois de mai marque l'entrée en vigueur d'une décision de l'alliance OPEP+, visant à réduire volontairement la production de 9 membres de l'alliance de 1,66 million de barils par jour, jusqu'en décembre prochain.

Agence

## DÉVELOPPEMENT ET MODERNISATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ

**Les efforts de l'Algérie mis en avant**

*Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi a mis en avant, dimanche à Genève, les efforts consentis par l'Algérie pour le développement et la modernisation du secteur de la Santé, en termes de moyens mobilisés ou de politique adoptée, et ce grâce à une série de réformes engagées dans ce secteur.*

Par R N

**P**résidant les travaux de la 59e session ordinaire du Conseil des ministres arabes de la Santé, tenue en marge des travaux de la 76e session de l'Assemblée mondiale de la Santé, M. Saihi a passé en revue les efforts consentis par l'Algérie dans le domaine de la santé, à travers "la consécration du droit du citoyen à l'accès égal aux soins et à leur gratuité", grâce à une série de réformes engagées dans le système sanitaire.

"L'Algérie accorde un intérêt particulier au secteur de la Santé en termes de moyens mobilisés ou de politique adoptée, en vue d'assurer l'accès du citoyen à des prestations sanitaires de qualité, en témoigne l'amélioration de tous les indicateurs sanitaires dans notre pays", a ajouté le ministre. A ce propos, M. Saihi a insisté sur le principe de primauté "de la prévention, notamment en rapprochant les établissements de santé de proximité du citoyen, en les équipant d'appareils modernes au service de l'intérêt général et en accordant la priorité à

l'élément humain dans le système de santé". Il a, dans le même cadre, mis en avant le rôle de la numérisation dans le secteur de la Santé, ainsi que sa contribution à alléger la charge sur les établissements sanitaires, grâce au dossier électronique et à l'organisation de l'admission en consultation des patients au niveau des urgences".

Dans le cadre de la coopération arabe commune, le ministre de la Santé, en qualité de président de cette session, "veille à la poursuite de la coopération pour faire aboutir les décisions du Conseil des ministres arabes de la Santé et les mettre en œuvre afin d'assurer la sécurité sanitaire des citoyens et une meilleure sensibilisation à la santé dans la région arabe".

Il a insisté sur "la nécessité de renforcer l'action arabe commune dans divers domaines et de faire entendre la voix des pays arabes dans les organisations internationales, à travers l'allocation commune que doit prononcer le ministre de la Santé du Yémen, Qassem Mohamed Buhaibah, devant l'Assemblée mondiale de la santé, et dans laquelle il sera question de la situation sanitaire et humanitaire dans les territoires

palestiniens occupés et des difficultés et défis rencontrés par les pays arabes en proie à des conflits et à une situation économique et sociale détériorée".

M. Saihi a, par ailleurs, salué l'activation du rôle des instances arabes du médicament et les conclusions de la dernière réunion tenue au Royaume d'Arabie saoudite.

Les travaux de la session du Conseil des ministres arabes de la Santé, tenue à Alger en mars dernier, ont été couronnés par un consensus autour de plusieurs questions dans le cadre de l'unification des efforts arabes de lutte contre les fléaux à travers l'échange d'expertises et d'expériences.

Les participants s'étaient également entendus sur la création d'instances de santé arabes à même de relancer l'action arabe commune en matière de santé, à l'instar de l'Agence arabe pour le développement de la santé, le Centre arabe de coopération et de recherche sur le VIH (tous deux basés en Algérie), l'Agence arabe du médicament et le Centre arabe de santé publique.

## COOPÉRATION

**Saihi s'entretient à Genève avec son homologue syrien**

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi s'est entretenu dimanche à Genève avec son homologue syrien, Hassan Ghabache sur les voies et moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine la santé, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre bilatérale, tenue en marge des travaux de la 59e session du Conseil des ministres arabes de la Santé, et de son bureau exécutif, a permis de passer en revue les expertises et les expériences échangées pour renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de la santé.

M. Saihi s'est félicité, à cette occasion, du retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe, estimant que "c'est le fruit des efforts laborieux de l'Algérie à sa tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui n'a eu de cesse de rappeler que la Syrie "est un membre fondateur de la Ligue

arabe et ne peut être isolée de son environnement arabe".

De son côté, le ministre syrien de la Santé a fait part de la volonté de son pays de "renforcer et de promouvoir la coopération bilatérale avec l'Algérie dans le domaine de la santé".

R E.

## POUR LA PRISE EN CHARGE DES HADJIS DANS LES LIEUX SAINTS

**Huit tonnes de médicaments et fournitures médicales affectées**

**P**lus de huit (08) tonnes de médicaments et de fournitures médicales ont été affectées à la prise en charge des hadjis algériens dans les Lieux saints pour la saison du hadj 2023, a-t-on appris samedi auprès de l'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO).

Mme Zahra Belkhirate, chargée de communication auprès de l'ONPO, a indiqué que 8,1

tonnes de médicaments et de fournitures médicales avaient été chargées à bord de deux avions affrétés par Air Algérie qui s'envoleront aujourd'hui à destination de l'Arabie Saoudite, et ce pour garantir une prise charge médicale optimale des pèlerins.

Concernant la procédure de paiement des coûts du Hadj pour la saison 2023, la même intervenante a précisé que 93%

de hadjis s'étaient acquittés de ces frais à samedi matin, l'opération devant se poursuivre jusqu'à tard dans la même journée.

De son côté M. Samir Farhat, directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), avait affirmé dans une précédente déclaration que son institution avait préétabli une liste de ces médicaments et fournitures nécessaires.

Pour sa part, le président de la mission médicale qui accompagnera les futurs hadjis cette année, Dr Mahmoud Dahmane a insisté lors d'une journée d'information et de sensibilisation au profit des membres de la mission médicale, sur la nécessité du respect des prescriptions détaillées dans cette liste.

R E.

## LE MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE L'A SOULIGNÉ

**« Nous œuvrons à réduire les délais de traitement des requêtes »**

**L**e médiateur de la République, Madjid Ammour, a affirmé dimanche au terme de sa visite dans la wilaya de Guelma que la médiation de la République œuvre à apporter des réponses claires aux requêtes présentées par les citoyens et à réduire les délais de leurs traitements.

Dans une déclaration à la presse à l'auditorium de la wilaya après sa réunion avec les membres du conseil exécutif local, M. Ammour a souligné que les réponses faites aux requêtes des citoyens doivent être "claire conformément à la loi et à la réglementation en vigueur".

Dans son allocution devant le conseil exécutif de la wilaya, le médiateur de la République a souligné que son instance axe son

action durant la prochaine phase sur l'élimination de toutes sortes de réponses superficielles des structures et instances publiques aux requêtes qui leur sont adressées, considérant qu'"il est inadmissible de donner au citoyen une réponse dépourvue de sens" et qu'"il faut lui apporter une réponse précise à sa requête positive ou négative et trancher si oui ou non il a droit à ce qu'il requiert".

Le même responsable a ajouté que son instance œuvre également à réduire le délai de traitement des requêtes, à les prendre en charge dans les plus brefs délais, estimant que la concrétisation de ces objectifs exige la coopération et l'adhésion de tous les acteurs des administrations et instances publiques. Le médiateur de la République a consacré la

seconde journée de sa visite dans la wilaya de Guelma à l'examen des registres des requêtes au niveau de la direction du cadastre et de l'OPGI et au suivi d'un exposé détaillé sur le bilan d'activités de la délégation locale de la médication de la république.

Pour rappel, durant la première journée de sa visite, M. Ammour a inspecté plusieurs villages reculés des communes de Tamoulouka, Djebala Khemissi et Ain Sandal ainsi que plusieurs projets d'investissement entrés en activités à Héliopolis et Guelma après la levée des entraves administratives avant de rencontrer les acteurs de la société civile.

R N.

## RÉGLEMENTATION PARASISMIQUE

**Intégrer les dernières évolutions techniques dans les constructions**

La dernière séisme qu'a connu l'Algérie a été un vrai traumatisme. Après celui de Chlef en 1980, et celui de 2003 à Boumerdes, l'Algérie a établi des règles parasismiques bien précises, qui selon ses concepteurs sont appelées à évoluer.

Par Réda Hadi

Cette succession de séismes a permis ainsi de relever les faiblesses de nos constructions et d'en tirer les conséquences afin d'y remédier efficacement. C'est dans ce contexte qu'a été élaboré la Réglementation parasismique algérienne (RPA). Une réglementation en évolution qui selon le Directeur général de la Construction et des Moyens de réalisation au ministère de l'Habitat permettra d'intégrer toutes les nouvelles techniques de protection sismique. «Le ministre de l'Habitat, a annoncé, le lancement de l'actualisation de la Réglementation parasismique algérienne (RPA), courant 2023. A travers l'actualisation de ce dispositif, nous allons pouvoir intégrer toutes les nouvelles techniques de protection sismique et les nouveaux systèmes de construction », affirme, ce res-

ponsable chez nos confrères de la radio nationale. Celui-ci annonce, dans un autre registre, que le département ministériel de l'habitat « s'orientera vers des systèmes de construction flexibles, légers, facilement réalisables et ont une aptitude à résister aux séismes. » Une question fondamentale de nos jours lors de toutes constructions. Selon des architectes, après les séismes une seule question prédomine à savoir, Pourquoi avec la même quantité de matériaux on aura un bâtiment qui résiste ou non au séisme. Deux immeubles voisins, à l'origine plutôt semblables... apparemment semblables. Mais très inégaux face aux secousses. La mise en œuvre des matériaux y est pour quelque chose. Les études réalisées sur les différentes mises en œuvre des matériaux utilisés permettent non seulement d'en connaître la résistance à l'ap-

parition de dommages, mais surtout de savoir quelles sont les dispositions qui permettent d'obtenir un endommagement progressif sans perte de résistance significative, plutôt que la rupture brutale. Et cela entre autres raisons d'équilibre de construction. Il faut savoir qu'on désigne par construction parasismique l'ensemble des normes et réglementations à mettre en place lors de la construction d'un bâtiment, afin que celui-ci soit en mesure de résister à d'éventuels séismes. Les principes de construction parasismique du PRA. C'est le référentiel qui définit l'intégralité des règles à respecter lors de l'édification de bâtiment, selon la taille et la fonction, dans le cadre d'une construction en zone de risque sismique. Pour le responsable du ministère de l'habitat c'est le caractère aléatoire et les dégâts dévastateurs du séisme qui in-

citent à revoir la réglementation et les méthodes de construction. «Nous tirons des leçons de ce qui arrive aux autres pays. Le Japon, par exemple, avec toutes les avancées technologiques qu'il enregistre, il continue de revoir sa réglementation parasismique », précise-t-il. I rassure, par ailleurs, que toutes les réalisations faites, depuis la dernière révision de la RPA, ont été conçues de façon à pouvoir résister aux séismes. Cette mise jours fait que l'Algérie construit dorénavant en normes avec les implications qu'induisent ces catastrophes naturelles. Une assurance assumée par les pouvoirs publics, car, selon le Directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), que toutes les constructions réalisées étaient aux normes parasismiques.

## LE DG DE L'AGENCE RASSURE

**Toutes les constructions AADL sont aux normes parasismiques**

La multitude de séismes enregistrés fréquemment en Algérie, nous renvoie sur les normes des constructions dans le pays. A ce propos, les experts restent divisés. Alors que certains disent que (les particuliers notamment) ne respectent pas les normes parasismiques, d'autres assurent le contraire. C'est le cas du Directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Fayçal Zitouni. Dans une déclaration en marge des travaux du Colloque international sur la réduction du risque sismique, organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, le responsable a assuré, aux bénéficiaires et souscripteurs du programme de location-vente que toutes les constructions réalisées étaient aux normes parasismiques. «Une étude de sol est réalisée avant le début des travaux de construction des

bâtiments pour vérifier la constructibilité du terrain, en sollicitant les avis de plusieurs architectes et notamment de l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC)», explique à cet effet le DG de l'AADL. Avant l'utilisation du béton «des études sont réalisées pour veiller au respect des normes techniques parasismiques», a affirmé le responsable, ajoutant que les travaux «ne démarrent qu'après le feu vert du CTC». Il convient de noter dans le même contexte, que les techniques de pointe de conception antisismiques, ainsi que les réglementations et les lois, ont été présentées, lors des travaux du colloque international sur la réduction des risques sismiques. Dans ce cadre, le directeur des études à l'institut de physique du globe à Strasbourg (France), le Pr Moustapha Maghraoui a mis en avant les régions qui connaissent une activité sismique en

Algérie, ainsi que les pertes humaines et matérielles causées par les séismes survenus par le passé, soulignant la nécessité d'intégrer les données géologiques et géophysiques dans l'évaluation des risques sismiques. Le même intervenant a plaidé pour le développement d'un système d'alerte sismique pour réduire les risques de ce type de catastrophes, relevant l'importance des recherches scientifiques conduites par les experts. S'exprimant lors du même Colloque international, le directeur du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), Hamoud Beldjoudi, a affirmé que la décision des hautes autorités du pays d'élargir le réseau de surveillance sismique permettrait de réguler l'alerte précoce et de renforcer la protection des infrastructures vitales du pays pour éviter davantage de dégâts.

R E.

## CRAAG

**Hamoud Beldjoudi, nouveau DG**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a installé, dimanche à Alger, Hamoud Beldjoudi dans ses nouvelles fonctions de Directeur général (DG) du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), en remplacement de Abdelkrim Yelles-Chaouche, mis à la retraite. La cérémonie d'installa-

tion s'est déroulée au siège du CRAAG à Bouzaréah, en présence du Wali d'Alger, Abdenour Rabhi et du Directeur Général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlef, ainsi que des cadres du Centre. Dans son allocution à l'occasion, M. Merad a indiqué que ce centre "est une instance prestigieuse et un espace national dédié à la science et à la recherche dans des domaines straté-

giques", soulignant l'importance d'"amorcer une nouvelle phase basée sur la modernisation et l'échange fructueux d'expertises". "Il est impératif que le CRAAG soit d'un apport qualitatif dans la dynamique socioéconomique que connaît le pays", a souligné le ministre. Dans le même cadre, M. Merad a salué les efforts de l'ancien DG qui a assumé, durant plus de 30

années, plusieurs responsabilités au sein du CRAAG, soulignant que le nouveau DG "est l'une des compétences du Centre qu'il a rejoint en 1998 et où il a occupé plusieurs postes". Après la cérémonie d'installation, le ministre a inspecté les différents services et structures du CRAAG et écouté des explications fournies par leurs responsables.

R E.

## COOPÉRATION PARLEMENTAIRE

**Le président de l'APN se réunit avec la présidente du Parlement zambien**

La présidente du Parlement zambien a entamé, samedi, une visite officielle de six (6) jours en Algérie, a été reçue ce dimanche, par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la séance de travail, Mme Nelly Butete Kashumba Mutti a précisé que sa visite en Algérie visait à «échanger sur les moyens de renforcer les relations parlementaires» et à «procéder à l'installation du groupe d'amitié entre les Parlements des deux pays».

Cette visite permet aussi de prendre connaissance de l'expérience du Parlement algérien, a-t-elle ajouté, soulignant l'importance du renforcement des relations diplomatiques et économiques entre l'Algérie et la Zambie au mieux des intérêts des peuples des deux pays.

R E.

## AUTOROUTE NORD-SUD

**Livraison du tronçon Boughezoul-Djelfa avant fin 2023**

Les travaux de réalisation du tronçon routier reliant Boughezoul (Médéa) à la limite nord de la wilaya de Djelfa, qui constitue la dernière portion de l'autoroute nord-sud, avancent un rythme soutenu, a assuré ce dimanche la direction des travaux publics de Médéa, citée par l'APS.

D'un linéaire de 7,5 km, ce tronçon permettra, une fois achevé, d'assurer une jonction rapide entre la localité de Boughezoul, au sud de Médéa, et la partie nord de la wilaya de Djelfa.

« Les travaux de terrassement sont terminés sur toute la longueur de ce tronçon, alors que la partie revêtement enregistre un taux de réalisation estimé 65% » explique la même source.

« Il a fait part, en outre, d'un taux d'avancement des travaux de compactage sur 85% du tracé. Des segments de la route situés dans un relief accidenté font encore l'objet de travaux de remblaiement qui devraient être achevés d'ici quelques semaines » ajoute la même source, qui assure que la livraison de ce tronçon interviendra avant la fin de l'année en cours.

Agence

## BECHAR/TRANSFERT DES EAUX DU CHAMP DE CAPTAGE DE GUETRANI Il vise la sécurisation de l'Aep des habitants de Bechar

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé samedi à Bechar que "le projet d'envergure de transfert des eaux albiennes du champ de captage de Guetrani (200 km au nord du chef lieu de wilaya), vers Bechar a pour unique objectif la sécurisation de l'alimentation en eau potable (Aep) des habitants de cette région du sud-ouest du pays".

"Ce projet qui vient en appoint à celui de Boussir, et qui permettra à l'avenir la mise en place d'une nouvelle offre en eau estimée à 80.000 M3 par jour, grâce à 26 forages de 550 mètres de profondeur, va contribuer à répondre aux besoins d'Aep des habitants, mais également à ceux des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme", a-t-il précisé dans une déclaration à la presse en marge de sa visite du site de ce projet.

"Ce projet qui a nécessité un investissement sectoriel de 32 milliards de DA et dont la première phase des travaux de forages-témoins a donné des résultats positifs, porte sur la réalisation d'un total de 26 forages confiés à une entreprise publique spécialisée, d'un réseau de collecte des eaux sur un linéaire de 57 km, une canalisation de conduite vers Béchar de 213 km, trois (3) grandes stations de pompage, un (1) château d'eau d'une capacité de 20.000 mètres cubes (M3)", selon Messaoud Maatar, directeur-général de l'agence nationale des barrages et des transferts (ANBT).

"En marge de ces travaux, il est aussi prévu au titre de ce même projet hydraulique d'envergure, la mise en place d'un vaste réseau de télégestion pour toute l'infrastructure de captage et transfert sur un parcours de 270 km des eaux du champ de captage des eaux albiennes de Guetrani", a-t-il expliqué.

"Ce projet, vise également la diversification des modes de production d'eau pour assurer la sécurité hydrique dans la région, en termes de besoins d'AEP, qui était dans le passé alimentée à partir du barrage de "Djorf Ettorba", dont le niveau des eaux a énormément baissé à cause de la sécheresse qui sévit dans la région", a-t-il ajouté.

## 20<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU SÉISME DE BOUMERDES

# Nouvelles mesures d'urbanisme et de construction et beaucoup d'espoir en l'avenir

*Hier dimanche, 20 ans se sont écoulés depuis le violent séisme qui a ébranlé Boumerdes et d'autres wilayas avoisinantes, un événement qui a conduit les pouvoirs publics au renforcement des mécanismes de contrôle de la qualité des constructions et des travaux d'urbanisme, au titre d'une nouvelle stratégie de formation, visant le développement des compétences et des procédures organisationnelles et techniques du domaine.*

**C**e violent séisme d'une magnitude de 6,8 sur l'échelle de Richter, ayant frappé la région, un certain 21 mai 2003, a imposé, en effet, l'application de nouvelles règles de construction et d'urbanisme en Algérie, en tirant des leçons des événements passés, désormais pris en compte dans tout les programmes de prévention des risques majeurs.

Une enveloppe de plus de 78 milliards de DA a été dégagée par l'Etat, au lendemain de cette catastrophe naturelle, pour la prise en charge immédiate des sinistrés.

Vu l'importance accordée aux secteurs de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, les autorités supérieures du pays travaillent d'arrache pied en vue de l'éradication, avant fin 2023, de la totalité des chalets, installés au lendemain du séisme, dans l'objectif d'éliminer les derniers stigmates de cette catastrophe du paysage urbain de la wilaya.

"Les derniers stigmates du séisme, notamment les chalets et les établissements scolaires en préfabriqué, disparaîtront définitivement du paysage urbain de la wilaya de Boumerdes, à la fin 2023", a assuré, à l'APS, le wali Yahia Yahiatene.

"Plus de 12.300 chalets sur un total de 14.900 unités installées au lendemain de ce séisme, ont été éradiqués, à ce jour, soit un taux de 82%", a fait savoir le chef de l'exécutif local, signalant la démolition progressive du reste des chalets selon un calendrier qui sera dicté par la réception des projets de logements en réalisation dans la wilaya.

Depuis 2016, date de l'entame de l'éradication des chalets, la wilaya a enregistré le re-

logement de près de 10.000 familles sinistrées, avec la récupération d'un foncier global de 300 ha, destiné à l'implantation de nombreux programmes de logements et d'équipements publics, a ajouté le wali.

Un programme de près de 12.000 logements a, aussi, été destiné au relogement des occupants des chalets libérés par les sinistrés, tandis que 13.900 autres logements seront livrés, progressivement, durant l'année en cours, a-t-il précisé.

### Des modifications dans les règles urbanistiques

Après le séisme, la wilaya de Boumerdes est passée de "Zone sismique de type 2 à type 3", avec pour effet immédiat une "remise à niveau" de tous les projets de logements et d'urbanisme, en réalisation ou en cours de lancement dans la wilaya, a rappelé le directeur local de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), Ghanemi Nouredine.

Les zones situées au niveau de l'épicentre du tremblement de terre ainsi que celles situées tout au long de la faille sismique ont, également, bénéficié d'un reclassement, faisant l'objet d'une prise en charge au titre des Plans directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU), dont la révision est toujours en cours, a-t-il ajouté.

Immédiatement après le séisme, le ministère de tutelle a lancé une "étude de prévention des risques" couronnée, en 2004, par la publication de la "loi n 04-05 du 14 août 2004 modifiant et complétant la loi n 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et à l'urbanisme" stipulant, notamment,

l'obligation de la présence d'un ingénieur pour l'inspection des travaux de construction et la réalisation d'un plan d'urgence pour chaque wilaya.

A cela s'ajoute l'élaboration d'une carte des risques spécifiques à chaque wilaya ainsi que le tracé de la faille sismique, son épicentre et sa situation, en vue de leur prise en compte dans tout les PDAU, un fait ayant facilité l'implantation de projets dans différents secteurs.

Cette importante avancée réalisée dans les règles de construction a donné de l'"espoir" aux habitants de la wilaya, dont certains parmi les témoins de cette tragédie, ont souligné que ces changements les ont rendu "optimistes quant à un avenir meilleur", et leur ont donné du "courage pour continuer à vivre" et se prendre en charge.

Aujourd'hui, dans les zones ravagées par le tremblement de terre, les traces de la catastrophe ont quasiment disparu, à l'exception de quelques rares vieilles constructions, dont la démolition a été retardée en raison de conflits entre propriétaires et d'un petit nombre de chalets.

Ce violent séisme a fait 1.391 morts et 3.444 blessés, outre des dégâts matériels considérables estimés à plus de trois (3) milliards de dollars.

Le tremblement de terre dont l'épicentre a été localisé dans la région de Zemmouri El Bahri, a, aussi, endommagé près de 100.000 habitations, dont plus de 10.000 furent totalement détruites, ainsi qu'une multitude d'équipements publics dont la destruction avait paralysé la vie à Boumerdes.

## EL-MÉNIÀA

# Une production de plus de 700 000 quintaux de céréales à réaliser

**L**a Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El-Méniâa table sur une récolte de plus de 700 000 quintaux (QX) de céréales pour la campagne moisson-battage de la saison agricole 2022-2023.

Cette moisson est prévue sur une surface emblavée de plus de 14 000 ha, dont 13 000 ha ensemencés en blé dur, 130 ha en blé tendre, 805 ha en orge, en sus de 120 ha dédiés à la culture de la triticale et de l'avoine, concentrés en majorité sur le territoire de la commune de Hassi-Lefhal, à 155 km nord de la wilaya, ont indiqué les responsables de la DSA. Dans l'optique d'assurer la réussite de cette campagne, il est fait état de la mobilisation de 61 moissonneuses-batteuses, relevant des Coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) d'El-Méniâa et de Laghouat et d'autres du secteur privé, en plus de 160 camions, dont la moitié des engins est réservée au transport des graines.

À ces moyens vient s'ajouter la désignation de trois points d'ensilage des céréales au niveau des communes de la wilaya, dont un entrepôt retenu au niveau de la CCLS d'El-Méniâa pour un cé-

réalisateur privé.

La campagne moisson-battage a été lancée par le wali d'El-Méniâa, Mokhtar Benmalek, en présence de Messaoud Bendridi, directeur central au ministère de l'Agriculture et de Développement rural (MADR), au niveau d'une exploitation agricole privée vaste de 600 ha au niveau du périmètre de Hassi Touil, commune de Hassi-El-Gara, 25 km Sud de la wilaya. S'étendant sur une surface de 450 ha, cette exploitation est dédiée à la production céréalière, notamment le blé dur, irrigué sous pivot et moissonnée et collecté par la CCLS d'El-Méniâa. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'emploie, a indiqué à cette occasion son représentant, à la promotion de la filière céréalière dans les régions dans le Sud du pays à la faveur d'un ambitieux programme portant développement et extension des surfaces irriguées.

« L'État ne ménage aucun effort pour relancer l'investissement agricole par le biais de la mise en place des mécanismes d'appui au secteur, la mobilisation des équipements et outils agri-

coles, la délivrance des autorisations de forage au profit des promoteurs agricoles et la disponibilité du foncier agricole », a indiqué M. Bendridi. Il a fait savoir, à ce titre, que le minis-

trère table, en prévision des années à venir, sur la réalisation d'une surface agricole céréalière d'un (1) million d'hectares pour relever le défi de l'autosuffisance alimentaire.

## UNIVERSITÉ KASDI-MERBAH DE OUARGLA

# Un centre numérique pour accompagner les étudiants aux besoins spécifiques

**L'**université Kasdi-Merbah d'Ouargla s'est dotée d'un centre numérique pour accompagner et soutenir les étudiants aux besoins spécifiques, notamment les non-voyants, a-t-on appris des responsables de cet établissement de l'enseignement supérieur.

La création de ce nouveau centre vise à offrir les moyens nécessaires aux étudiants aux besoins spécifiques, tout en contribuant à améliorer leurs compétences et à les aider à s'intégrer aux mieux en milieu universitaire, a affirmé le recteur de l'université, Pr Mohamed Tahar Halilil, en marge des festivités célébrant la Journée nationale de l'étudiant (19 mai). Et d'ajouter: « ce centre numérique aura un impact positif sur la formation universitaire des étudiants aux besoins spécifiques, en plus de favoriser leur intégration dans l'université conformément aux principes de l'égalité des chances et de la non-discrimination ». Doté d'équipements high-tech, le centre s'occupe notamment de l'impression des cours en braille, le suivi des étudiants en situation de handicap dans leurs révisions et préparation des exposés. Toujours dans le souci d'assurer l'accompagnement adéquat aux étudiants des étudiants aux besoins spécifiques, l'université d'Ouargla prévoit, en outre, la création d'une plateforme numérique au titre du projet diplôme-start-up-diplôme-brevet d'invention. La cérémonie de célébration de la Journée nationale de l'étudiant, abritée par la salle des conférences du rectorat, a été marquée par la présentation d'une communication intitulée « Le mouvement estudiantin d'hier et d'aujourd'hui » dans laquelle le conférencier Hassane Mammeri a mis en relief le rôle des étudiants algériens dans la glorieuse guerre de libération nationale, déclenchée le 1er novembre 1954, et dans l'internationalisation de la cause algérienne durant cette époque.

BUDGET FARAMINEUX DU PENTAGONE

Suite et fin

# La course aux armements hypersoniques

*Pourquoi le budget du Pentagone est-il si élevé ? Le 13 mars, l'administration Biden a dévoilé sa demande de budget militaire de 842 milliards de dollars pour 2024, la plus importante (en dollars d'aujourd'hui) depuis les pics des guerres d'Afghanistan et d'Irak. Et encore, c'est avant que les faucons du Congrès ne mettent la main dessus.*

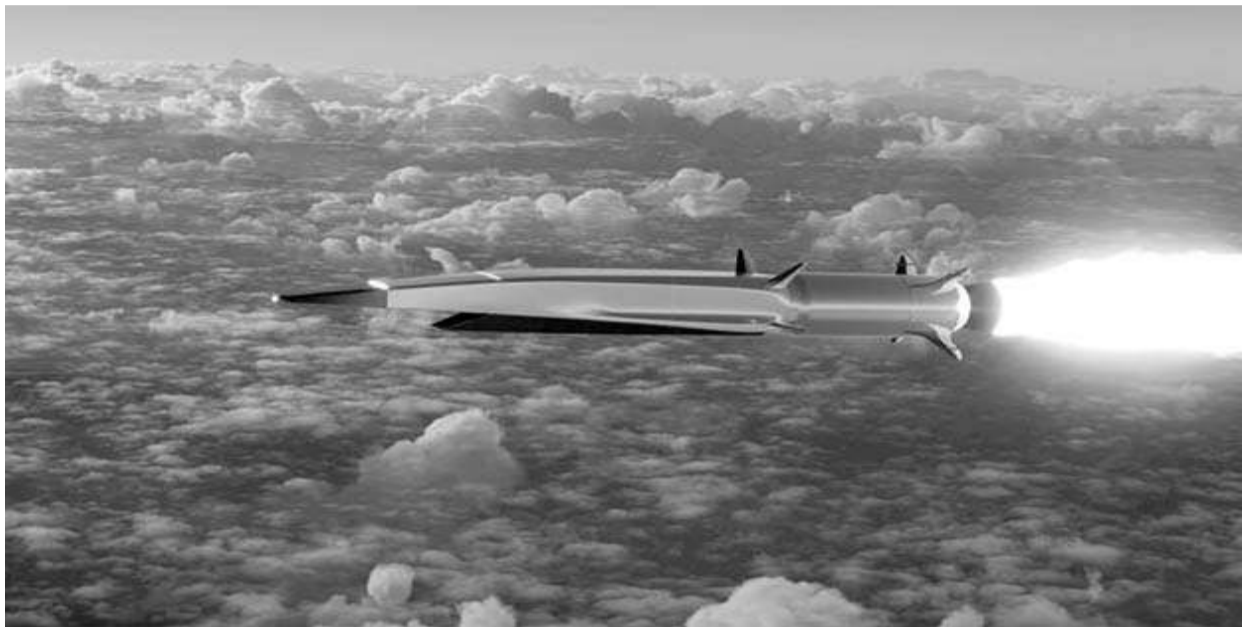
**P**ar ailleurs 14 % de la demande de RDT&E, soit environ 2,5 milliards de dollars, sont destinés à la recherche dans des domaines encore plus expérimentaux tels que l'informatique quantique et la microélectronique avancée. « Les investissements scientifiques et technologiques du ministère s'appuient sur la recherche fondamentale à un stade précoce », explique le Pentagone. « Les retombées de cette recherche ne seront peut-être pas évidentes avant des années, mais elles sont essentielles pour garantir notre avantage technologique durable dans les décennies à venir ». Comme dans le cas de l'IA, des armes autonomes et de l'hypersonique, ces montants relativement faibles (selon les critères du Pentagone) augmenteront dans les années à venir, à mesure que les découvertes initiales seront appliquées à des systèmes d'armes fonctionnels et achetées en quantités de plus en plus importantes.

## Exploiter les talents technologiques américains pour planifier la guerre à long terme

Une conséquence de cet investissement dans la RDT&E est presque trop évidente pour être mentionnée. Si vous pensez que le budget du Pentagone est actuellement très élevé, attendez un peu ! Les dépenses futures, au fur et à mesure que les concepts de laboratoire d'aujourd'hui seront transformés en systèmes de combat réels, risquent de dépasser l'imagination. Et ce n'est là qu'une des conséquences importantes d'une telle voie vers une supériorité militaire permanente. Pour s'assurer que les États-Unis continuent à dominer la recherche dans les technologies émergentes les plus applicables à l'armement futur, le Pentagone cherchera à exploiter une part toujours plus importante des ressources scientifiques et technologiques de ce pays pour des travaux à vocation militaire.

Cela signifie qu'il devra s'approprier une part de plus en plus importante du budget net de R&D du gouvernement, au détriment d'autres priorités nationales. En 2022, par exemple, le financement fédéral de la R&D non militaire (y compris la National Science Foundation, les National Institutes of Health et la National Oceanic and Atmospheric Administration) ne représentait qu'environ 33 % des dépenses de R&D. Si le budget militaire de 2024 est adopté, la part de la R&D dans le budget de l'État augmentera. Si le budget militaire de 2024 est adopté au niveau demandé (ou plus), ce chiffre pour les dépenses non militaires tombera à 31 %, une tendance qui ne fera que s'accroître à l'avenir, car de plus en plus de ressources sont consacrées à la préparation de la guerre, laissant une part de plus en plus réduite du financement des contribuables pour la recherche sur des questions vitales telles que la prévention et le traitement du cancer, la réponse aux pandémies et l'adaptation au changement climatique.

Non moins inquiétant, de plus en plus de scientifiques et d'ingénieurs seront sans aucun doute encouragés – pour ne pas dire incités – à consacrer leur carrière à la recherche militaire plutôt qu'à travailler dans des domaines plus pacifiques. Alors que de nombreux scientifiques se battent pour obtenir des subventions afin de soutenir leurs travaux, le ministère de la Défense (DoD) offre des enveloppes d'argent à ceux qui choisissent d'étudier des sujets liés à l'armée. En règle générale, la demande pour 2024 comprend 347



millions de dollars pour ce que l'armée appelle désormais l'Initiative de recherche universitaire, dont la majeure partie servira à financer la formation « d'équipes de chercheurs dans toutes les disciplines et au-delà des frontières géographiques pour se concentrer sur les problèmes de sciences exactes spécifiques au DoD ». La Defense Advanced Projects Research Agency (DARPA), l'organisme de R&D du Pentagone, alloue 200 millions de dollars supplémentaires au Joint University Microelectronics Program, tandis que le Joint Hypersonics Transition Office du Pentagone fournit 100 millions de dollars au University Consortium for Applied Hypersonics. Avec autant d'argent injecté dans ces programmes et une part de plus en plus faible consacrée à d'autres domaines d'étude, il n'est pas surprenant que les scientifiques et les étudiants des grandes universités soient attirés par les réseaux de recherche du Pentagone.

En fait, le Pentagone cherche également à élargir sa réserve de talents en accordant des fonds supplémentaires aux universités et collèges historiquement noirs (HBCU). En janvier, par exemple, le secrétaire à la Défense Lloyd Austin a annoncé que l'université Howard de Washington, avait été choisie comme la première école de ce type à servir de centre de recherche affilié à une université par le ministère de la Défense, et qu'à ce titre elle participerait bientôt à des travaux sur les systèmes d'armes autonomes. Bien entendu, les scientifiques et les ingénieurs de cette école et d'autres HBCU qui n'ont pas eu accès à ce type de financement par le passé en auront grand besoin. Mais la question se pose également : pourquoi Howard ne recevrait-elle pas des montants similaires pour étudier des problèmes plus importants pour la communauté noire, tels que la drépanocytose et la pauvreté endémique ?

## Course à l'armement sans fin contre sécurité réelle

En consacrant tous ces milliards de dollars à la recherche sur les armes de nouvelle génération, le Pentagone suit un raisonnement simple : dépenser maintenant pour assurer la supériorité militaire des États-Unis dans les années 2040, 2050 et au-delà. Mais aussi convaincant que puisse paraître ce concept – même avec toutes ces sommes colossales qui affluent – les choses fonctionnent rarement de manière aussi nette. Tout investissement majeur de ce type par un pays déclenchera inévitablement des contre-me-

sures de la part de ses rivaux, ce qui garantit que tout avantage technologique initial sera rapidement surmonté d'une manière ou d'une autre, alors même que la planète se transforme de plus en plus en un camp armé.

Le développement par le Pentagone de munitions à guidage de précision, par exemple, a donné aux forces américaines un énorme avantage militaire pendant les guerres du golfe Persique de 1991 et 2003, mais a également incité la Chine, l'Iran, la Russie et d'autres pays à commencer à développer des armes similaires, ce qui a rapidement réduit cet avantage. De même, la Chine et la Russie ont été les premières à déployer des armes hypersoniques prêtes au combat, mais en réponse, les États-Unis en déploieront un nombre bien plus important dans quelques années.

Les avancées chinoises et russes en matière de déploiement d'armes hypersoniques ont également conduit les États-Unis à investir dans le développement – oui, vous l'avez deviné ! – de l'hypersonique anti-hypersonique, lançant ainsi une nouvelle course aux armements sur la planète Terre, tout en augmentant le budget du Pentagone de plusieurs milliards supplémentaires. Compte tenu de tout cela, je suis sûr que vous ne serez pas surpris d'apprendre que la demande de budget du Pentagone pour 2024 comprend 209 millions de dollars pour le développement d'un intercepteur hypersonique, ce qui n'est que le premier versement de coûteux programmes de développement et d'acquisition dans les années à venir à Washington, Pékin et Moscou.

Si vous voulez parier sur quelque chose, voici un moyen sûr de le faire : la volonté du Pentagone de dominer le développement et le déploiement d'armements avancés ne conduira pas à la suprématie, mais à un nouveau cycle sans fin de courses aux armements de haute technologie qui, à leur tour, consommeront une part toujours plus importante des richesses et des talents scientifiques de ce pays, tout en apportant des améliorations négligeables à la sécurité nationale. Plutôt que de dépenser autant pour l'armement futur, nous devrions tous réfléchir à des mesures renforcées de contrôle des armements, à une coopération mondiale sur le climat et à des investissements plus importants dans la recherche et le développement non militaires. Si seulement...

Source : Tom Dispatch, Michael Klare, 16-04-2023

## Al Baraka Group monte à 48,92 % dans le capital de l'assureur islamique tunisien El Amana Takaful

Le groupe financier a obtenu l'autorisation du Conseil du marché financier tunisien pour acquérir une part supplémentaire de 19,15 % dans le capital de la société d'assurance qu'il a cofondée avec d'autres assureurs tunisiens en 2013. La holding financière Al Baraka Group (ABG), fondée par l'homme d'affaires saoudien Cheikh Saleh Abdullah Kamel, a obtenu le 11 mai dernier l'autorisation du régulateur du marché financier tunisien pour acquérir 270 000 actions, représentant 19,15 % de parts au capital de la société tunisienne d'assurance islamique, El Amana Takaful.

L'acquisition de ces titres se fera auprès de la Compagnie d'assurances et de réassurances tuniso-européenne Carte, à concurrence de 180 000 actions (représentant 12,76 % d'El Amana Takaful) et Carte Vie à hauteur de 90 000 actions (6,38 %). Cette action a entraîné la sortie de Carte et Carte Vie de l'actionariat de l'assureur tunisien.

Le prix de cession d'une action s'élève à 21,55 dinars tunisiens, ce qui porte à 5,8 millions de dinars (1,9 million \$), le montant global de l'opération.

ABG a acquis cette part supplémentaire via sa filiale bancaire tunisienne, Al Baraka Bank Tunisia, ainsi que la société Al Baraka Sicar, dont la banque est actionnaire majoritaire.

Cette opération permet au groupe financier coté sur la bourse de Bahreïn de se renforcer dans le capital de l'assureur tunisien, sa participation passant ainsi de 29,77 à 48,92 %. La présente acquisition s'inscrit dans la stratégie de croissance d'Al Baraka Group. La holding financière qui cofonda en 2013 la société tunisienne d'assurance El Amana Takaful, de concert avec un groupe d'assureurs et réassureurs tunisiens, entend se renforcer sur le marché de l'assurance islamique en Tunisie et accroître ses revenus.

ABG prévoit de diversifier sa gamme de produits et services, pour satisfaire aux besoins de sa clientèle. Il envisage également de réduire ses coûts en réalisant des économies d'échelle et en consolidant ses opérations.

Précisons qu'en Afrique, en dehors de la Tunisie, Al Baraka Group est également présent dans les secteurs bancaires égyptien, algérien, sud-africain et soudanais. Il dispose aussi d'un bureau de représentation en Libye.

Signalons également que le Conseil du marché financier de Tunisie a décidé de soumettre Al Baraka Group à une offre publique d'achat portant sur le reste des actions (51,08%) du capital d'El Amana Takaful.

## TUNISIE/ CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'INVESTISSEMENT

# Le ministre de l'Economie invite les fonds émiratis

Le ministre tunisien de l'Economie et de la Planification, Samir Saied, a invité les sociétés d'investissement et les fonds émiratis à participer à la "Conférence internationale sur l'investissement" qui sera organisée en Tunisie, début novembre 2023, a rapporté l'Agence de presse publique Tunis Afrique Presse (TAP).

Samir Saied a indiqué que sa rencontre avec l'ambassadeur des Emirats arabes unis en Tunisie, tenue le 19 mai à Tunis, a été une occasion pour prendre connaissance des projets prévus dans le cadre du plan de développement (2023-2025) et qui seront réalisés dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Il a fait part, aussi, de la disposition de son département et de l'ensemble de structures de l'investissement, à apporter

le soutien et l'accompagnement nécessaires aux investisseurs émiratis et à travailler pour surmonter les obstacles potentiels. Par ailleurs, le responsable tunisien a estimé qu'il était nécessaire de reprendre les négociations sur le projet de "Sama Dubai", au vu de son importance et de sa rentabilité économique pour les deux parties.

Pour rappel, ce mégaprojet sportif et urbain devant être réalisé sur les Berges du Lac de Tunis, par le groupe émirati Bu-

khatir, est bloqué depuis plus de 10 ans, selon la TAP.

En outre, Samir Saied a passé en revue les réformes engagées par la Tunisie, en vue d'améliorer davantage le climat des affaires, soulignant l'existence de réelles opportunités d'investissement et de coopération, notamment dans les secteurs des TIC, de la recherche et de l'innovation, des industries pharmaceutiques, des services de santé, des industries agroalimentaires, lit-on de même source.

## LIBYE

# Les perspectives du secteur pétrolier se sont améliorées malgré des défis importants...

En avril 2022, le secteur pétrolier libyen subissait une situation de blocus sur fond de tensions politiques. Un an plus tard, la situation s'est nettement améliorée. Mais les défis à relever restent importants. En prélude à son rapport « The State of African Energy Q1 2023 Report » qui sera bientôt publié, la Chambre africaine de l'Énergie (AEC) a livré ce mardi 16 mai, une analyse de la situation de l'industrie pétrolière libyenne après le blocage d'avril à juillet 2022. D'après la Chambre, le manque à gagner a atteint 34,7 millions de dollars par jour, rien que pour la compagnie publique du pétrole, par exemple. Un chiffre qui

ne prend en compte que les champs pétroliers El Feel et El Sharara, deux des gisements les plus importants du pays.

Cependant depuis juillet 2022, souligne l'AEC, la situation de l'industrie pétrolière de la Libye s'est nettement améliorée. Alors que le plateau de la production de brut s'était effondré de plus de 50 % pour atteindre moins de 600 000 b/j au terme du premier semestre 2022, ce dernier affichait 1,164 million b/j, à la fin du mois de février 2023.

La Chambre africaine de l'Énergie note que le remplacement du responsable de la NOC de l'époque, Mustafa Sanalla a pu jouer un rôle dans l'amélioration

des performances de la production pétrolière qui a suivi par la suite.

Cette dynamique de croissance qui s'est poursuivie jusqu'ici reste néanmoins très fragile. Son maintien au cours des mois à venir dépendra essentiellement de certaines contingences d'après l'AEC. Les premières concernent l'amélioration du contexte politique en Libye dont dépend la stabilité de l'industrie pétrolière locale.

Les secondes sont, elles, infrastructurelles. D'après la Chambre, les autorités ne peuvent pas espérer tirer le meilleur parti de l'exploitation pétrolière et atteindre le plateau de production de 2 millions b/j annoncé en

août, sans miser sur les infrastructures. Ces dernières semaines, on a pu constater les initiatives de l'État en ce sens, notamment avec la mise hors service du complexe de Mellitah pour des travaux de réhabilitation. Si des initiatives du genre se multiplient, en plus de celles destinées à attirer les investisseurs, la Libye devrait pouvoir profiter de la rente pétrolière qui représente 96 % et 98 % des revenus de l'État. Catherine Hunter, analyste chez S&P Global, estime pour sa part qu'en créant un « pool d'investisseurs beaucoup plus important », la Libye devrait pouvoir progresser dans ce sens.

## ..Une usine de lait et une autre pour les pâtes libyennes

L'ambassadeur de France à Tripoli, Mostafa Mihraje, s'est rendu le 10 mai à Misrata pour la visite de l'usine laitière Al-Naseem et la zone franche (MFZ) et à Zliten où il a visité l'immense complexe Dafnia de Whiba Holding, qui regroupe des usines de produits alimentaires, dont des pâtes. Lors de sa visite à la MFZ, l'ambassadeur

français a été reçu par son président, Mohsen AlSagutri, et son directeur général, Ayman Al-Darwish qui ont invité les entreprises françaises à y investir en présentant les avantages et les exonérations accordées aux investisseurs français potentiels.

Parmi les avantages figurent notamment la route commerciale de transit terrestre

qui passe par la zone franche et qui mène au continent africain (Misrata à Tamahint dans le sud de la Libye). Cette visite avait également pour objectif de renforcer la coopération avec l'attaché économique de l'ambassade de France, les organisations professionnelles françaises et les agences promotionnelles et commerciales.

## MAURITANIE

# Couverture de l'Internet à 100% en 2024

Le ministre de la Transformation numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration, a participé, dans la capitale malgache à une séance de travail ministérielle qui a porté sur "les stratégies nationales pour la transformation numérique", organisée dans le cadre de la 7ème session du conseil des ministres chargés de la technologie de l'information et des télécommunications au sein de l'Alliance africaine intelligente.

Au cours de la rencontre, le ministre a présenté un exposé sur la politique nationale de notre pays en matière de transformation numérique représentant l'agenda national de transformation numérique 2022-2025 et les efforts nationaux du ministère visant à préparer la stratégie nationale de transformation numérique s'étendant jusqu'à l'an 2030.

Il a souligné que la stratégie envisagée en matière de transformation numérique en Mauritanie sera cohérente avec la stratégie de transformation numérique en Afrique (2020-2030) lancée par l'Union Africaine.

Il a révélé que cette stratégie sera articulée sur un objectif principal, à savoir, "qu'en 2030, tous les mauritaniens se trouvant sur le sol national auront accès à la transformation numérique, ce qui leur permet d'accéder avec sécurité à l'Internet à n'importe quelle heure avec une rapidité de 6 Mégas bits par seconde à un coût ne dépassant pas 1/100 dollars pour le méga octets grâce à l'utilisation d'un téléphone intelligent fabriqué dans le continent africain, acquis à un prix ne dépassant pas les 100 dollars américains et permettant de tirer profit de tous les services et de tous les contenus numériques.

TANZANIE /GRÂCE À UNE SUBVENTION DE CANBERRA

## Le graphite d'Epanko sera transformé en Australie grâce à une subvention de Canberra

Selon la BAD, l'Afrique ne captera que 55 milliards \$ de gains sur un marché des batteries et véhicules électriques estimé à 8 800 milliards \$ d'ici 2025. En cause, son rôle d'exportateur de minerais bruts, quand des hubs de transformation se développent en Chine, aux États-Unis ou en Australie.

En Australie, le gouvernement fédéral a annoncé le 18 mai l'octroi de subventions en faveur de plusieurs sociétés actives sur des métaux critiques, dont un financement de 2,9 millions de dollars australiens (1,92 million \$) pour EcoGraf. Cette subvention devrait couvrir près de 50 % des coûts de construction d'une installation test pour la future usine de transformation du graphite extrait à Epanko (Tanzanie) en anodes de batteries pour véhicules électriques (VE). Pour EcoGraf, ce financement marque une étape supplémentaire dans sa stratégie visant à devenir un fournisseur direct du marché des batteries et des véhicules électriques, dont la taille devrait atteindre 8 800 milliards de dollars d'ici 2025. La nouvelle installation devrait en effet entrer en service l'année prochaine, permettant à la compagnie de sceller des accords d'achats pour sa future production. Cela devrait favoriser, in fine, le lancement rapide de la construction de la mine d'Epanko en Tanzanie, dans le but d'alimenter la future usine australienne.

**La Tanzanie ne captera qu'une part minimale des profits**

Malgré son montant relativement faible, la subvention fédérale obtenue par EcoGraf pour son projet de production d'anode de batteries pour VE n'est pas anecdotique. Elle constitue plutôt une illustration de l'engagement stratégique de l'Australie à devenir une « superpuissance de l'énergie propre », selon les mots de Madeleine King, ministre fédérale des Ressources. « L'Australie dispose d'un potentiel remarquable pour répondre à la demande mondiale croissante de minerais essentiels aux technologies énergétiques propres, telles que les véhicules électriques et les batteries, alors que le monde s'oriente vers la décarbonisation », assure-t-elle. Cette stratégie, qui rejoint celle des superpuissances que sont la Chine et les États-Unis, est cependant menée parfois au détriment d'autres pays, africains notamment, où les compagnies étrangères extraient le minerai brut qu'elles transforment ailleurs. Or, l'extraction ne re-

présente qu'une part minimale, voire marginale, des profits générés par l'industrie des VE. D'après un rapport de la Banque africaine de développement paru en avril 2023, l'Afrique ne devrait ainsi capter que 55 milliards de dollars d'ici 2025, sur le montant de 8 800 milliards de dollars mentionné plus haut, en raison de son rôle de pourvoyeur d'usines étrangères. L'institution panafricaine invite donc les pays africains à nouer des partenariats avec les pays consommateurs de ces minerais critiques (cobalt, terres rares, graphite, lithium, etc.) dont le sous-sol du continent regorge. L'objectif est de développer localement une industrie, d'abord centré sur des matériaux pour batteries comme les anodes ou les cathodes, avant de passer à l'étape de la production des batteries elles-mêmes. Outre l'empreinte écologique plus faible qui en résulterait, cette méthode serait même moins coûteuse, selon une étude de Bloomberg.

BURKINA FASO

## L'exécutif adopte un plan de 354 millions \$ pour la sécurité alimentaire en 2023

Au Burkina Faso, comme dans de nombreux pays marqués par des conflits liés au terrorisme, la sécurité alimentaire constitue un sérieux défi. Dans un tel contexte, les couches les plus vulnérables de la population sont au cœur des réponses publiques. Au Burkina Faso, l'exécutif a adopté le 17 mai en Conseil des ministres le Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV) pour le compte de l'année 2023. D'un coût total de 215,3 milliards de francs CFA (354 millions \$), cette feuille de route vise notamment à soutenir les groupes ciblés à travers des actions harmonisées d'assistance alimentaire, de protection des moyens de subsistance, de prévention et de prise en charge de la malnutrition. « Les réponses urgentes concernent l'assistance alimentaire aux personnes vulnérables, aux personnes déplacées internes (PDI) et aux ménages hôtes, le soutien à la production

végétale et animale, la prévention et la prise en charge des enfants de moins de 5 ans malnutris, des femmes enceintes et allaitantes malnutries y compris les PDI et le soutien à l'approvisionnement en eau potable », peut-on lire dans le communiqué. D'après Denis Ouédraogo, ministre de l'Agriculture, 70 % de l'enveloppe annoncée (245 millions \$) est déjà mobilisée par l'exécutif. Selon le responsable, ce plan devrait en outre contribuer à l'atteinte des objectifs de production fixés pour la campagne agricole de 2023/2024. Au Burkina Faso, près de 3,5 millions de personnes, soit environ 16 % de la population, sont susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2023, d'après les estimations du Réseau mondial sur les crises alimentaires (GNAFC).

CAMEROUN

## Un plan pour porter la production rizicole à 750 000 tonnes d'ici 2030

Le riz est, avec le poisson congelé, la principale denrée d'importation du Cameroun. L'INS montre que de janvier à octobre 2022, le pays a importé 652 565 tonnes de riz pour 162,5 milliards FCFA, ce qui représente 4,6% de l'enveloppe globale des importations (3 601 milliards FCFA) sur la période. Le ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe, a présidé il y a quelques jours à Yaoundé l'atelier de validation de la stratégie de développement de la filière riz. L'objectif est de booster la production locale de la céréale et de réduire substantiellement les importations qui dominent actuellement le marché. Le pays espère porter sa production à 750 000 tonnes d'ici 2030 afin de ramener le taux d'autosuffisance à 97%. « L'objectif, loin d'être de produire seulement, est de rendre disponible sur les marchés un riz de haute qualité à des prix compétitifs. Cela passe par la modernisation des moyens de production via la mécanisation agricole, la réorganisation des acteurs de la filière, mais davantage l'implication du secteur privé en amont et en aval », a déclaré le ministre. Concrètement, détaille Investir au Cameroun, le gouvernement entend aménager 60 000 ha pour le riz irrigué, 200 000 ha pour le riz pluvial, et produire 6 000 tonnes de semences certifiées par an d'ici 2030. Par ailleurs, il prévoit de doter les producteurs et productrices dans divers bassins de productions de motoculteurs, de mini-moissonneuses, de batteuses, de décortiqueuses, etc. Le coût global de la stratégie est évalué par le ministère à 385 milliards FCFA, dont 298 milliards pour les périmètres irrigués et 87 milliards pour les autres biens et services. Les fonds seront mobilisés auprès de partenaires au développement, du secteur privé et à partir du budget d'investissement public.

POUR CONSTRUIRE UN CHEMIN DE FER DE 2,2 MILLIARDS \$

## L'Ouganda et le turc Yapi Merkezi se rapprochent d'un accord

Le contrat relatif au projet avait été attribué en 2015 à China Harbour and Engineering Company. Mais l'incapacité de la société à mobiliser des financements auprès de bailleurs de fonds chinois a conduit le gouvernement ougandais à annuler le contrat, et à entamer des négociations avec Yapi Merkezi. L'Ouganda est sur le point d'engager le groupe de BTP turc Yapi Merkezi pour construire un chemin de fer à écartement standard (SGR) reliant la capitale Kampala à la frontière avec le Kenya, après l'annulation du contrat attribué en 2015 à une société chinoise, a annoncé le ministère des Travaux publics et des Transports dans un communiqué publié jeudi 18 mai. « Le gouvernement ougandais est à un stade avancé de l'engagement de



Yapi Merkezi pour entreprendre le développement de la ligne orientale du chemin de fer SGR », a souligné le ministère, indiquant que « le lancement des travaux devrait commencer cette année ». L'Ouganda a attribué en 2015 le

contrat relatif à la construction du chemin de fer, dont le coût est estimé à 2,2 milliards de dollars, à China Harbour and Engineering Company (CHEC), sous une condition prévoyant la mobilisation du financement nécessaire auprès

du gouvernement chinois. Mais devant la lenteur du processus de mobilisation des fonds, le gouvernement ougandais a annulé l'attribution du contrat au groupe chinois en janvier 2023 et entamé des négociations avec Yapi Merkezi. Dans son communiqué, le ministre ougandais des Travaux publics et des Transports a indiqué que « la recherche d'un financement alternatif en Europe est en cours », sans plus de précision. D'une longueur de 273 km, le chemin de fer fait partie du corridor ferroviaire transnational qui devrait interconnecter sur 1 724 km le port kényan de Mombasa à plusieurs pays enclavés de la région, dont l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Soudan du Sud et la RD Congo.

PÉKIN A EXPRIMÉ SON « VIF MÉCONTENTEMENT »

# La Chine tape du poing sur la table contre le G7

L'or a subi des pertes marquées sur la semaine, pénalisé par la hausse du dollar et le réajustement du marché à une politique monétaire de la Fed peut-être moins adoucie que prévu. L'once d'or, qui s'échangeait pour 1.958,53 dollars vers 13H45 GMT (15H45 à Paris), avait atteint la veille 1.960,07 dollars, un plus bas depuis début avril.

La Chine a exprimé samedi son « vif mécontentement » après la publication par le G7 d'un communiqué lui adressant plusieurs reproches sur la mer de Chine méridionale, les droits de l'homme ou encore de supposées ingérences. Grosse tension entre les pays du G7 et la Chine. Alors que les dirigeants des pays du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada) sont réunis à Hiroshima au Japon pour s'entretenir du renforcement des sanctions contre la Russie et des mesures de protection contre la « coercition économique » de la Chine, Pékin a exprimé son « vif mécontentement » vis-à-vis du communiqué du G7, lui adressant plusieurs reproches sur la mer de Chine méridionale, les droits de l'homme ou encore ses supposées ingérences.

« Le G7 s'obstine à manipuler les questions liées à la Chine, à discréditer et attaquer la Chine » a déploré un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, qui a exprimé la « ferme opposition » de Pékin.

Dans un communiqué, les pays du G7 ont réaffirmé leur « opposition » à toute « militarisation » chinoise en Asie-Pacifique. Alors que les tensions sont extrêmement fortes entre les Etats-Unis et la Chine, le G7 a par ailleurs affirmé vouloir des relations « constructives et stables » avec Pékin.

Dans son texte, le G7 appelle la Chine à « ne pas mener d'activités d'ingérence » dans ses pays membres et exprime ses « préoccupations » en matière de droits de l'homme « notamment au Tibet et au Xinjiang ». Les signataires soulignent « l'importance de la paix et de la stabilité de part et d'autre du détroit de Taïwan » et se disent « gravement préoccupés » par la situation en mer de Chine méridionale, accusant indirectement la Chine de « coercition ». Sur Taïwan, le ministère reproche notamment aux pays du G7 de ne pointer leurs doigts que vers Pékin et de ne pas manifester d'opposition claire au mouvement indépendantiste taïwanais. « Le G7



claironne qu'il entend aller vers un monde pacifique, stable et prospère. Mais dans les faits, il entrave la paix dans le monde, nuit à la stabilité régionale et inhibe le développement d'autres pays », a indiqué le porte-parole chinois.

**« Cette approche n'a pas la moindre crédibilité internationale. »**

Le communiqué diffusé définit une stratégie commune dans leurs relations futures avec Pékin, alors qu'ils s'inquiètent du rôle prépondérant de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement.

« Nous appelons la Chine à faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin à son agression militaire et retire immédiatement, complètement et inconditionnellement ses troupes d'Ukraine », indique le G7 le communiqué de presse du G7.

En réponse, Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe a indiqué que « les décisions discutées et prises aujourd'hui au sommet du G7 visaient à contenir doublement la Russie et la Chine ».

## Intimidation

Les dirigeants du G7 ont également prévenu que les pays qui tenteraient d'utiliser le commerce comme une arme s'exposeraient à des « conséquences », envoyant ainsi un signal fort à Pékin

concernant des pratiques qui, selon Washington, s'apparentent depuis longtemps à de l'intimidation.

« Nous ne sommes pas en train de nous découpler ou de nous replier sur nous-mêmes. Dans le même temps, nous reconnaissons que la résilience économique exige de réduire les risques et de se diversifier », font valoir les pays du G7. Ces derniers sont particulièrement préoccupés par leur vulnérabilité dans des secteurs stratégiques tels que les minerais essentiels, les semi-conducteurs et les batteries électriques. Ces derniers mois, Washington a mené une intense campagne visant à restreindre l'accès de la Chine aux outils avancés de fabrication de semi-conducteurs, en invoquant des préoccupations de sécurité nationale et en poussant le Japon et les Pays-Bas à prendre des mesures similaires. Les pays européens, en particulier la France et l'Allemagne, tiennent néanmoins à s'assurer que l'élimination des risques ne signifie pas la rupture des liens avec la Chine, l'un des plus grands marchés du monde.

Paris veut notamment faire entendre sa petite musique sur le positionnement à l'égard de Pékin, appelant les Européens à ne pas s'aligner sur une approche de confrontation caressée par Washington.

## SELON JOE BIDEN

### Les relations sino-américaines devraient connaître un « dégel très prochainement »

Le président américain a fait référence aux rapports tendus entre Pékin et Washington depuis qu'un ballon espion chinois présumé a

été abattu. Le président américain Joe Biden a estimé dimanche 21 mai que les liens entre les États-Unis et la Chine devraient connaître un « dégel

très prochainement », après que Washington a abattu cette année un ballon espion chinois présumé. « Il a été abattu et tout a changé en termes de dialogue.

Je pense que vous allez observer un début de dégel très prochainement », a déclaré Joe Biden à la presse à l'issue du sommet du G7 à Hiroshima, au Japon.

## CANADA:

### L'Alberta en état d'alerte face aux incendies de forêt

Les pompiers de l'Alberta sont en état d'alerte pour faire face à une recrudescence des incendies au cours d'un week-end prolongé, alors que la province canadienne riche en pétrole est confrontée à des difficultés de production d'énergie, des évacuations et des dégâts matériels après un début de saison de feux de forêt intense.

Les températures record et le manque de pluie cette année ont provoqué des incendies généralisés qui ont parcouru près de 830.000 hectares en Alberta, soit environ 10 fois la taille de la plus grande ville de la province, Calgary, selon Alberta Wildfire. À l'approche du week-end de la fête de la Reine, les autorités ont fermé certains parcs et terrains de camping et invitent les

habitants à éviter toute activité susceptible d'attiser les feux de forêt, afin de ne pas mobiliser davantage les équipes de lutte contre les incendies.

Le week-end de la fête de la Reine, au cours duquel les habitants vont traditionnellement camper ou pratiquer d'autres activités de plein air par temps chaud, est généralement marqué par une recrudescence des incendies de forêt saisonniers, dont certains sont accidentels.

"Nous serons tous en état d'alerte ce week-end", a déclaré vendredi Christie Tucker, responsable de l'unité d'information d'Alberta Wildfire. "Nous sommes préparés à de nouveaux départs et nous continuons à apporter des ressources supplémentaires." Plus de 2.800 pompiers du Canada et des

États-Unis luttent vendredi contre quelque 93 incendies actifs et d'autres équipes devraient se joindre à eux samedi. Ces incendies ont mis à l'épreuve les capacités de gestion des catastrophes du premier ministre de l'Alberta, Danielle Smith, à l'approche des élections provinciales du 29 mai.

Quelque 275 maisons, entreprises et autres biens ont été endommagés, tandis que plus de 10.000 personnes étaient toujours évacuées vendredi, selon les autorités du gouvernement de l'Alberta.

Plusieurs compagnies pétrolières et gazières ont dû arrêter ou redémarrer leur production en raison des risques liés aux incendies.

## GAZ À EFFET DE SERRE

### Borne présentera lundi son plan pour accélérer la baisse des émissions de la France

L'Hexagone, qui a émis 408 millions de tonnes équivalent CO2 l'an dernier, espère atteindre les 270 en 2030.

La première ministre Élisabeth Borne doit dévoiler lundi 22 mai son plan d'actions pour accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre de la France, et demander « à tout le monde de faire sa part », des particuliers aux gros pollueurs.

Matignon a indiqué samedi 20 mai que la cheffe du gouvernement allait présider lundi une réunion de travail du Conseil national de la transition écologique, une instance de dialogue réunissant ONG, syndicats, patronat, parlementaires... « L'objectif (...) sera de faire un point d'étape sur l'avancement de la planification écologique, dont la première ministre est en charge ».

Plus précisément, selon une source à Matignon, Élisabeth Borne présentera le « plan d'actions » du gouvernement pour réduire les émissions secteur par secteur (industrie, transport, bâtiments, agriculture, énergie, déchets). Covoiturage, électrification des véhicules, remplacement des chaudières au fioul... La France, qui a émis 408 millions de tonnes équivalent CO2 l'an dernier, entend atteindre 270 millions en 2030. Le gouvernement cherche une forme d'« équité » quant aux efforts à fournir. « Les petits font un peu, les gros font beaucoup et tout le monde fait sa part », a précisé la source à Matignon.

## ZONE EURO

### Hausse de l'inflation à 7 % en avril

L'inflation annuelle de la consommation dans la zone euro s'est hissée à 7 % en avril, contre les 6,9 % du mois de mars, selon les données officielles rendues publiques ce mercredi.

"En avril, la contribution la plus élevée au taux d'inflation annuel de la zone euro provenait de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (2,75 points de pourcentage), suivis des services (2,21 points de pourcentage), des biens industriels hors énergie (1,62 point de pourcentage) et de l'énergie (0,38 point de pourcentage)", a déclaré Eurostat, la direction générale chargée de l'information statistique à l'échelle de la Communauté européenne.

Au sein de l'UE, le même taux a baissé à 8,1 % en avril, contre les 8,3 % de mars.

Les taux annuels les plus bas ont été enregistrés par le Luxembourg avec 2,7 %, la Belgique avec 3,3 % et l'Espagne avec 3,8 %. Quant aux taux les plus élevés, ils ont été constatés en Hongrie avec 24,5 %, en Lettonie avec 15 % et en République tchèque avec 14,3 %. En comparaison avec le mois de mars, au sein de l'UE, l'inflation annuelle a baissé dans les 22 États membres et augmenté dans les 5 États restants.

## BOURSE DE HONG KONG Lancement du nouveau modèle à double guichet en juin

La Bourse de Hong Kong a déclaré vendredi qu'elle lancerait le nouveau modèle de négociation à double guichet le 19 juin. Les investisseurs pourront ainsi commencer à échanger des titres décrochés à la fois en dollars de Hong Kong et en renminbis.

L'opérateur boursier avait annoncé à la fin de l'année dernière son intention de modifier le modèle de négociation existant afin de simplifier le processus de négociation pour un nombre croissant d'entreprises chinoises cotées aux États-Unis qui effectuent des cotations secondaires ou primaires à Hong Kong.

Le programme de tenue de marché à deux guichets sur son marché de valeurs mobilières, qui devrait décrocher la liquidité des guichets en renminbi et réduire les différences de prix, sera également mis en place le 19 juin, a indiqué l'opérateur boursier dans une déclaration. Soulignant les avantages de ces dernières mesures, le PDG de HKEX, Nicolas Aguzin, a déclaré : "Cela donnera plus de choix aux émetteurs et aux investisseurs, cela enrichira l'écosystème des produits RMB de Hong Kong... et cela soutiendra l'internationalisation en cours du RMB."

HKEX a ajouté qu'il révélerait la liste initiale des titres à double guichet et des teneurs de marché à double guichet en temps voulu. Un certain nombre de grandes entreprises, dont Ping An Insurance Group Co of China Ltd, AIA Group et Tencent, ont déjà présenté leur demande d'ouverture d'un guichet à double devise.

Par ailleurs, une série de tests sera effectuée entre mai et juin afin de préparer le lancement et de soutenir les participants au marché qui négocient selon le modèle, a déclaré la HKEX.

## USA

### Wall Street finit dans le rouge, les pourparlers calent sur la dette

La Bourse de New York a finalement terminé dans le rouge vendredi, coupée dans son élan par l'interruption des pourparlers sur le plafond de la dette américaine qui sont désormais en « pause ». Les indices qui avaient commencé dans le vert ont perdu 0,33% pour le Dow Jones, 0,24% pour le Nasdaq et 0,15% pour le S&P 500, selon des résultats provisoires.

## GRÂCE À DES ESPOIRS D'AVANCÉES SUR LA DETTE AMÉRICAINE Le CAC 40 prend 1% sur la semaine

La Bourse de Paris boucle cette semaine sur une bonne note, le CAC 40 clôture en hausse de 0,6% alors que les républicains et les démocrates sont proches d'un accord sur le relèvement du plafond de la dette américaine. En rythme hebdomadaire, l'indice vedette parisien affiche un gain de 1,04%.

Le vert est la couleur de l'espoir et de la tendance des marchés en cette fin de semaine. D'autant plus que dans le cas présent, les deux sont liés. La Bourse de Paris a ainsi retrouvé de l'allant, portée par des espoirs d'un accord entre démocrates et républicains sur la dette américaine. La hausse du jour (+0,61%) permet au CAC 40 de revenir au contact des 7.500 points à 7.491,96 points après un plus haut de trois semaines en séance à 7 523,56 points. Et sur l'ensemble de la semaine, le bilan est également positif, l'indice vedette affiche des gains de 1,04% et met ainsi fin à une série de trois semaines en territoire négatif.

A noter également les nombreux records inscrits ce vendredi sur les autres places boursières mondiales. Tokyo a démarré le bal vendredi matin, son indice phare le Nikkei a atteint un nouveau sommet en clôture depuis l'été 1990, à 30.808,35 points. A Francfort, le Dax a inscrit en séance un nouveau plus haut à 16.331,94 points ainsi qu'en clôture.

L'optimisme continue, donc, de rythmer l'humeur des marchés alors qu'un accord sur le relèvement du plafond de la dette américaine, nécessaire pour éviter un défaut de paiement, semble en bonne voie. La Maison Blanche a fait état de "progrès réguliers", alors que le président,

Joe Biden, est lui parti à Tokyo pour le sommet du G7. Selon Deutsche Bank, le chef de file des républicains à la Chambre des Représentants, Kevin McCarthy a lui déclaré qu'il voyait désormais comment un accord pouvait être conclu et que les négociations se trouvent "dans une bien meilleure situation". "Il a même déclaré qu'il s'attendait à ce que la Chambre examine un accord la semaine prochaine, et qu'un "accord de principe" pourrait être conclu ce week-end", ajoute la banque.

**Ubisoft chahuté par UBS**  
Sur les valeurs, l'actualité était bien calme sauf pour Ubisoft (-0,7%) qui a été chahuté par UBS

qui a dégradé son opinion à "vendre" sur le titre de l'éditeur de jeux vidéo. Du côté des moyennes capitalisations, ESI Group (+3%) a été soutenu, comme jeudi, par des spéculations de rachat, la société ayant indiqué mener des discussions préliminaires en vue d'une potentielle vente. Sur les autres marchés, l'euro prend 0,4% à 1,0816 dollar. Les contrats pétroliers se sont retournés à la baisse. Le contrat sur le Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet cède 0,6% à 75,39 dollars le baril tandis que celui sur le WTI coté à New York pour juin se contracte de 0,8% à 71,30 dollars le baril.

## EURONEXT

### Pourquoi dans un marché baissier, une entreprise a tout intérêt à racheter ses propres actions

Une entreprise qui considère son cours de Bourse comme étant trop bas, peut voir une opportunité d'intervenir avec un effet relatif au bénéfice de l'ensemble de ses actionnaires. En plus des rachats au fil de l'eau, elle peut aussi lancer une offre publique de rachat d'actions (OPRA) si le montant visé dépasse 10% de son capital. Depuis plusieurs années - à l'exception de 2020 -, le marché des petites et moyennes capitalisations est à la peine et fait beaucoup moins bien que le CAC 40. Et l'année 2023 ne fait pour l'instant pas exception, l'indice Euronext Growth All-Share cède 9,7% par rapport à son plus haut inscrit dès les premiers jours de janvier.

Plusieurs raisons expliquent la sous-performance de ces valeurs par rapport à l'indice parisien de référence. Outre l'absence de sociétés de luxe dans cet univers, la forte décollecte, une conjoncture économique moins favorable et des introductions en Bourse réalisées à des niveaux de valorisation élevés sont autant de facteurs qui ont mis ce compartiment sous pression ce que nous avons pris le temps de détailler dans cet article. Dans le contexte de tendance baissière que connaissent les marchés boursiers smallcaps depuis le début de l'année, une entreprise avec une capitalisation modeste a tout intérêt à racheter ses propres actions dans le cadre d'une Offre publique de rachat d'actions (OPRA), explique Thomas Hornus associé chez EuroLand Corporate. Les entreprises cotées sur Euronext Paris dans des compartiments plus importants sont aussi concernées par ce mécanisme si elles estiment que leur cours de Bourse est exagérément bas.

#### Une "relution" pour les actionnaires qui restent investis

Le fait de racheter ses propres actions est souvent perçu comme une solution idéale pour une entreprise -si elle dispose de liquidités importantes au regard de ses besoins d'investissement- puisque cela améliore mécaniquement le bénéfice et la valeur nette par action. Autrement dit, cela entraîne une "relution" pour les actionnaires qui restent investis. Les sociétés cotées peuvent ainsi racheter au fil de l'eau un maximum de 10% de leur capital dans le cadre d'un programme de rachats d'actions, dont la mise en œuvre est généralement confiée à un intermédiaire financier avec qui on convient d'un cours maximal d'intervention et d'un plafond de volume journalier en fonction de la liquidité habituelle pour ne pas déséquilibrer le marché puisque ces rachats se font directement dans le carnet d'ordres.

Si une entreprise veut taper plus fort et profiter d'un cours plancher, et racheter d'un coup plus de 10% du capital pour les annuler, elle



peut (et doit) alors lancer une offre publique de rachat de ses propres actions, ou OPRA, mentionnant le nombre maximal de titres à racheter et le prix.

En février dernier, la société Lisi a par exemple profité d'une réorganisation de son actionariat pour donner un coup de pouce à son cours de Bourse qui avait perdu 30% sur l'ensemble de 2022. Le fabricant de solutions d'assemblage et de composants a annoncé vouloir racheter 14% de son capital, à un prix de 27 euros par action. Franchissant le seuil de 10%, la société a été contrainte par la réglementation boursière de lancer une OPRA. Comme toute offre publique, elle demande un formalisme idoine soumis à l'AMF et nécessitant une note d'information dédiée, soit un bon mois de préparation, sans parler de l'aval préalable des actionnaires.

#### Une prime de 20 à 30% généralement

L'offre est alors soumise à l'ensemble des actionnaires, c'est-à-dire que tous reçoivent un avis en ce sens de leur courtier ou de leur banque, avec une prime (sans quoi il ne serait pas plus intéressant d'apporter à l'OPRA que de vendre directement sur le marché) sur le cours qui tourne généralement autour de 20% à 30%. Dans le cas de Lisi, l'offre libellée à un prix de 27 euros, extériorisait une prime de 24% sur le dernier cours de clôture du 22 février retenu pour l'opération à savoir 21,90 euros.

Le nombre de titres apportés à l'offre peut très bien dépasser le montant maximum de rachat fixé par l'entreprise, auquel cas une réduction proportionnelle est appliquée à l'ensemble des apports. Pour donner un exemple, si une société propose de racheter son propre capital dans la limite de 20.000 actions et que 25.000 lui sont apportées, chaque ordre sera réduit de

20% quel que soit son montant: 20 actions seront reprises à celui qui en apporte 25, 80 à celui qui en apporte 100, 4000 à celui qui en apporte 5000, etc...

Pour Thomas Hornus, l'OPRA procure des avantages non négligeables qui vont dans l'intérêt de tous les actionnaires: ceux qui restent comme ceux qui vendent. Offre de liquidité immédiate à un prix supérieur au cours de Bourse mais sans aucune obligation d'y apporter ses titres, l'OPRA entraîne une relation automatique pour les actionnaires ne participant pas à l'offre. Le bénéfice net par action (et le bénéfice distribuable le cas échéant) par action augmentent mécaniquement. Surtout, une OPRA constitue "un signal positif et fort transmis au marché et aux actionnaires sur les ambitions de la société et sur la sous-valorisation de la société en Bourse", souligne Thomas Hornus.

#### Une première étape vers la sortie de cote

"Chez EuroLand Corporate, nous considérons qu'une OPRA, réalisée dans de bonnes conditions et au bon moment, est une opération win-win (gagnant-gagnant, NDLR): soit les actionnaires apportent à l'offre, empochant ainsi une plus-value par rapport au cours de bourse de référence et il y a une relution des actionnaires "historiques", soit ils n'apportent pas et, généralement, le cours se réajuste au niveau de celui de l'OPRA", poursuit l'associé d'EuroLand Corporate. "Dans cette situation baissière, et en l'absence de potentielles cibles de croissance externe intéressantes, acheter ses propres actions constitue pour la société le meilleur investissement pour créer de la valeur", ajoute-t-il. Ce en l'absence bien sûr de projets d'investissement majeurs.

## GOOGLE PIXEL 7A VS PIXEL 6A VS PIXEL 7

**Lequel est fait pour vous ?**

Dans ce comparatif du Google Pixel 7a face au Pixel 6a et au Pixel 7, nous allons pointer les différences entre les trois smartphones pour vous aider à choisir en fonction de vos besoins, vos envies et votre budget.

**M**algré la sortie de l'excellent Google Pixel 7a, la marque a décidé de garder son ancien smartphone de milieu de gamme, Pixel 6a, à son catalogue. Un peu plus haut de gamme, le Pixel 7 est également une option à considérer, compte tenu de son tarif. Re situons tout de suite les trois smartphones dans la gamme des mobiles Google. Le Pixel 6a est vendu au prix conseillé de 409 €. Le Pixel 7a est vendu 100 euros de plus, soit exactement 509 €. Enfin, le Pixel 7 est proposé par Google à 599 €. Il ne s'agit évidemment que de prix conseillé dans la mesure où il est possible de les retrouver moins chers chez différents revendeurs en ligne, comme vous pouvez le voir ci-dessous.

**L'écran : 60 ou 90 Hz ?**

Une des principales différences entre les écrans du Pixel 7 et du Pixel 7a par rapport au Pixel 6a concerne le taux de rafraîchissement. Sur ce dernier, il est de seulement 60 Hz, contre 90 Hz pour les deux autres. Concrètement, cela se tra-



duit par une sensation de fluidité plus importante lorsque vous faites défiler des pages, sur le navigateur web ou les différentes applications de réseaux sociaux. C'est également un « petit plus » appréciable dans les jeux. Une fois que l'on a goûté au 90 ou au 120 Hz, il est généra-

lement difficile de revenir en arrière. En revanche, si votre téléphone actuel a un écran de 60 Hz et que ce dernier vous convient parfaitement, un meilleur taux de rafraîchissement ne justifie pas à lui seul de changer de téléphone.

**LE ROBOT HUMANOÏDE DE TESLA****Il montre (enfin) ses capacités en vidéo**

**T**esla vient de présenter une vidéo montrant les capacités du Tesla Bot, son robot humanoïde dans différentes situations.

Lors du Cyber Roundup 2023, c'est-à-dire la conférence des actionnaires de Tesla, Elon Musk n'a pas fait qu'évoquer le futur des projets d'automobiles électriques de la marque. Alors qu'il n'en parlait plus depuis la fin de l'année dernière, il a également remis en avant son projet de robot humanoïde Optimus. Re baptisé Tesla Bot, le robot a été présenté en action dans différentes situations dans une vidéo.

Ce robot, censé ressembler à un humain, est conçu pour remplacer les travailleurs réalisant des tâches répétitives, ennuyeuses ou parfois dangereuses. Le robot s'était montré timidement lors du Tesla AI Day en Californie en octobre. Il s'agissait du prototype appelé Bumble C. Il n'était même pas capable de marcher. En revanche, dans la vidéo de présentation, on

peut voir le, ou plutôt les robots se déplacer, certes de façon un peu raide, mais sans chuter.

**De gros progrès**

On reste loin des modèles Atlas de Boston Dynamics qui sont capables de réaliser des flips arrière, de faire un 180° en sautant ou bien de marcher sur une poutre en équilibre. Toutefois, le robot de Tesla évolue de façon sûre et autonome dans une usine d'assemblage du Cybertruck où, parmi ses activités, il explore une zone pour la cartographier et la mémoriser, par exemple. L'une des séquences montre son agilité, lorsque son bras parvient à contrôler la pression sur un œuf afin de ne pas l'écraser. Il sait aussi manipuler des objets de façon minutieuse et précise avec ses mains et doigts robotisés. Pour le faire évoluer rapidement, Tesla mise sur l'IA et l'apprentissage automatique pour ce Tesla Bot ; il est vrai que le robot a énormément évolué depuis sa première présentation.

**CHATGPT****Quand c'est l'application qui commande les robots**

**A**vec de simples instructions en langage humain, Microsoft a démontré que ChatGPT d'Open AI pouvait les convertir en code afin de faciliter la communication entre la machine et un utilisateur sans connaissance particulière en informatique. Dans cette optique expérimentale, l'agent conversationnel a été utilisé pour contrôler une série de tâches robotiques, notamment l'inspection d'une étagère par un drone.

Microsoft a voulu étendre les capacités de ChatGPT à la robotique. L'Intelligence artificielle a ainsi pu produire du code destiné à prendre le contrôle de divers robots, dont un drone, grâce à des requêtes extrêmement précises.

Une équipe de chercheurs a rendu possible des interactions naturelles entre humains et robots, en s'aidant pour cela de ChatGPT, l'Intelligence artificielle d'OpenAI qui fait énormément parler d'elle actuellement. La démonstration a été faite qu'il est possible de contrôler notamment un drone, sans connaissance particulière en matière de code informatique. Car ChatGPT est en effet capable de générer du code. Cependant, ici le défi a consisté à prendre en compte de nombreux paramètres liés au vol du drone, à commencer par les lois de la physique et les différentes contraintes liées à l'environnement. Les demandes ont donc dû contenir énormément d'informations précises pour aboutir à un code exploitable sans risque pour l'appareil et tout ce qui l'entoure.

**ACCESSIBILITÉ****Quand Apple veut faire parler votre iPhone avec votre voix**

Live Speech, Personal Voice ou encore Assistive Access, ce sont quelques-unes des nouveautés fonctionnelles destinées à faciliter l'utilisation des produits Apple par des personnes souffrantes de troubles cognitifs, visuels ou encore auditifs. Elles devraient être lancées d'ici la fin d'année.

À l'approche de la journée mondiale de sensibilisation à l'accessibilité, qui aura lieu le 18 mai prochain, Apple vient d'annoncer une série de nouveautés logicielles pour les iPhone, et qui devraient être disponibles plus tard cette année. Toutes reposent sur l'intégration entre logiciel et matériel, et notamment sur les capacités des puces qu'Apple conçoit pour ses smartphones à faire tourner des algorithmes d'intelligence artificielle localement. Ces nouvelles fonctions visent à faciliter la vie des personnes qui souffrent de troubles cognitifs, visuels, auditifs ou de problèmes de mobilité. Apple en a ainsi listé quatre principales.

**Assistive Access, simplifier l'accès**

La première pourrait paraître surprenante venant d'une société comme Apple qui travaille tant à ses interfaces, à leur richesse. Appelée Assistive Access, cette fonction va en fait dépouiller l'interface des applications de tout le superflu afin « d'alléger la charge cognitive », afin de faciliter la vie des utilisateurs qui souffrent de troubles cognitifs. Les applications qui sont principalement visées touchent à la communication pour simplifier les contacts avec les proches, la prise et la consultation des photos, et, enfin, l'écoute de musique. Ainsi, les applications Téléphone et FaceTime sont fusionnées en une seule appli, appelée Appels. Même chose pour les applications Messages, Appareils photo, Photos, et Music. L'interface de ces applications est davantage dépouillée, le texte qui y est affiché est plus large. Il est également possible de personnaliser ces applications. Par exemple, Messages pourra n'inclure qu'un clavier composé d'emojis et la possibilité d'enregistrer des messages vidéo pour ses proches. iOS et iPadOS, eux-mêmes, seront modifiés, avec des icônes plus larges déposées sur des aplats bien visibles.

**L'APPLICATION OFFICIELLE CHATGPT Elle débarque sur iPhone**

OpenAI vient d'annoncer le lancement de son application pour ChatGPT sur iPhone aux États-Unis. Une disponibilité internationale et une version Android devraient suivre prochainement.

Jusqu'à présent, pour utiliser le fameux chatbot sur un appareil mobile, il fallait obligatoirement passer par l'interface Web, ou faire appel à une application tierce, souvent payante. Désormais, ce ne sera plus nécessaire. OpenAI vient de sortir sa propre application ChatGPT pour iPhone.

L'application permet d'accéder gratuitement à ChatGPT et à l'historique des conversations, et inclut Whisper, l'intelligence artificielle d'OpenAI spécialisée dans la reconnaissance vocale et qui permet donc de dicter ses requêtes. Les abonnés ChatGPT Plus y retrouveront l'accès à GPT-4, les fonctionnalités en accès anticipé et un temps de réponse plus rapide. Les premiers retours d'utilisateurs sont plutôt positifs, indiquant que l'application est bien plus rapide que la version Web, et félicitent l'interface épurée et le retour haptique particulièrement satisfaisant.

**Une première version de l'application avec quelques défauts**

Toutefois, de nombreux témoignages signalent quelques problèmes qu'OpenAI devra rapidement régler. Tout d'abord, les plugins et l'accès Web (qui nécessitent un abonnement ChatGPT Plus) ne sont pas encore disponibles. Cependant, il est possible de continuer une conversation avec un plugin démarré depuis le Web. De plus, certains ont signalé que leur iPhone a tendance à chauffer. Reste à voir si cela affectera l'autonomie du smartphone...

À l'heure actuelle, l'application n'est disponible qu'aux États-Unis et uniquement sur iPhone, avec un lancement dans d'autres pays « dans les semaines à venir ». OpenAI n'oublie pas pour autant les autres utilisateurs mobiles, avec une version Android annoncée pour « bientôt ».



# MOTS FLÉCHÉS

		9				7		
	2		7		9		4	
6	3						8	9
		2	8		5	6		
8								4
		1	6		4	9		
7	1						5	2
	8		4		3		6	
		4				8		

7				8				3
	1				6	5	9	
	9		3	7				
	3					9		
8		1				3		6
		4					1	
				9	2		5	
	8	2	4				7	
6				5				1

		8	9		1	4		
1			7		6			2
		4		9		7		
9	2		5		3		4	1
8	1			6			9	5
6		2				5		7
		5					8	
		1				2		

7			4		6			
6	9						4	7
	8			5		1		
	4		6	1				2
		6				8		
5				4	8		3	
		4		2			8	
3	5						9	1
			3		7			5

Galope	Incraya- blement	Pronom	Deviendra	Sous- marin	Trampes
Obli- ration	Transformer le métal	Conjunc- tion	Esquisse	Cousin	Redésigné
			Faux nom		
Endroit		Honnêtes			
Or		Poisson			
		Chants religieux			
		Avant			
Élément de corolle			Fissuré		
Fleur			Larves		
				Arbre	
				Pensée	
Pronom	Parvenais				Ennuï
	Cœurs de séismes				
		Rumeur			Groupe
		Ancien			
Ecraser			Sécrétion		
Boissons			Récipients		
				Prophète	
				Roche dure	
Entourées				Désigné	
Presse- rais				Arbuste	
					Conjunc- tion
					Chemin
Élément fon- damental	Depuis peu				Sporange
	Écoute				
		Vin blanc			Arrivés
		Similaire			
Rendient			Gas rare		
Ruser			Dieu solaire		
				Foyer	
Napperon		Varnies			

## Mots codés

20	2	7		10	7	20	11	7	1	2		17	15	17	16
12	17	4	7	V	20	11	15	16		17	13	19	7	15	16
17	4	19	15	11	15	16		17	4	17	15	3	16		
2	17	15	8	G	16	7	2	4	11	15	16		7	2	
19	9	7	7	16		15	7	17	15	3	19	16	7	7	
10	17	15		20	17	16	3	2	7	2		3	16	1	
17	15	3	2	7	16		2		1	7	5	7		16	
2		16	19	15	20	5	17	19	2		17	19	5	16	
19	18		18	17	12	H	17	19	16		9	19	15	17	19
	7	10	V	11	2	17		3	11	3	11		7	10	7
16	11	2	3	19	2	9	7	5	11	4	18	2	7		
19	3	17		16	9	11		7	4	19	7	3	3	17	
16	12	19	17	3	16	1	16		18	16	2		7	4	
16	1	7	9	7		20	7	2	17	4	19	16	3	7	
19	8	16	7		16	7	17	15	20	7		14	7	16	

1 2 3 4 5 6 G 7 8 K 9 10 V 11 12 H 13 P 14 F 15 16 17 18 19 20

MERCEDES-BENZ EQT

## Le nouveau ludospace premium 100% électrique pour les amateurs de loisirs

*Mercedes-Benz Vans a fermement ancré dans sa stratégie son aspiration à devenir le chef de file de la mobilité électrique et fait systématiquement passer toutes les séries de modèles à l'électrique. Cela inclut une gamme de solutions de mobilité électrique propres à tous les segments, y compris celui des petits utilitaires et de leurs dérivés ludospaces.*

**L'**EQT Mercedes-EQ (consommation électrique moyenne (WLTP) : 18,99 kWh/100 km ; émissions de CO2 moyennes (WLTP) : 0 g/km) est un ludospace premium qui associe la polyvalence et les équipements haut de gamme de la Classe T aux avantages d'une propulsion 100% électrique.

Le nouvel EQT Mercedes-EQ permet aux familles ainsi qu'aux amateurs d'activités de loisirs d'entrer dans l'univers tout électrique attrayant de la marque Mercedes. Ce ludospace premium électrique pourra être commandé dans un futur proche. En France, les tarifs de l'EQT démarreront à environ 46 000 € TTC clés en mains (longueur standard). Grâce à la calandre Black Panel munie d'une étoile centrale et d'ailettes au profil dynamique, le nouvel EQT est immédiatement reconnaissable comme un membre de la famille Mercedes-EQ. Ce ludospace électrique allie des dimensions extérieures compactes et un grand espace utile. Dans le même temps, grâce à l'installation protégée et peu encombrante de la batterie dans le soubassement, avec un centre de gravité très bas, l'habitacle offre quasiment la même polyvalence et la

APRÈS LE BIGSTER !

## DACIA promet deux nouveaux SUV

**L'**a gamme de modèles de la firme roumaine se compose actuellement de quatre modèles, qui s'agrandiront dans les années à venir à mesure que la marque pénétrera de nouveaux segments. Dans une interview accordée à FOCUS online, Xavier Martinet, Membre du Directoire Marketing et Commercial de Dacia, explique comment le constructeur compte encore se développer dans les années à venir. Martinet affirme que DACIA proposera des modèles à moteur thermique le plus longtemps possible, en s'appuyant sur des technologies respectueuses de l'environnement telles que le GPL et les hybrides complets. "Nous continuerons bien entendu à proposer la Dacia Sandero. L'enjeu pour la Sandero n'est

pas l'Euro 7, mais l'interdiction des moteurs thermiques en 2035. Lorsque la prochaine génération de la Sandero arrivera à la fin de la décennie, elle aura probablement des motorisations différentes. Ces technologies existent déjà au sein du Groupe Renault." Affirme le Directeur marketing ventes & opérations Dacia. En 2025, le premier SUV du segment C arrivera aux showrooms européens. Après le Bigster, deux autres modèles de cette classe, basés sur la plate-forme modulaire existante CMF-B, suivront. Des véhicules d'une longueur de 4,60 mètres peuvent faire leur apparition, ces derniers seront animés par des groupes motopropulseurs hybrides ainsi qu'une technologie de traction intégrale. Sans oublier évidemment l'arrivée,

même fonctionnalité que la Classe T à motorisation classique. En longueur standard, l'EQT mesure 4498 millimètres de long, 1859 millimètres de large et 1819 millimètres de haut. Une version à empattement long suivra cette année.

Tout comme la Classe T, le nouvel EQT offre de nombreux avantages aux familles et aux amateurs d'activités de loisirs, facilitant ainsi leur vie quotidienne et leur conférant un haut niveau de confort. Parmi ces avantages, citons le seuil de chargement abaissé de seulement 561 millimètres, qui facilite le chargement d'objets lourds. Les portes coulissantes situées des deux côtés du véhicule offrent chacune une ouverture de 614 millimètres de large et de 1059 millimètres de haut. Cela assure un accès pratique à l'arrière, et le chargement peut avoir lieu de manière flexible depuis trois côtés, y compris depuis le hayon. La banquette arrière peut accueillir jusqu'à trois sièges enfant.

### Moteur électrique à la pointe de la technologie

À l'occasion du lancement sur le marché, un moteur électrique présentant une puissance maximale de 90 kW (122 ch) et un

couple maximal de 245 newtons-mètres est disponible. La batterie lithium-ion de 45 kWh (capacité utile) se trouve dans un emplacement protégé contre les chocs dans le soubassement, devant l'essieu arrière. Au travail, à domicile ou sur les bornes de recharge publiques, l'EQT peut être rechargé facilement en courant alternatif (CA) à 22 kW à l'aide du chargeur embarqué. La charge est encore plus rapide au niveau des bornes de recharge rapide qui utilisent du courant continu (CC) en fonction de l'état de charge et de la température de la batterie haute tension. L'EQT est équipé FM HJ de série ?? d'un chargeur CC de 75 kW. Il pourra donc être rechargé de 10 à 80 % en 38 minutes. L'EQT se recharge à l'avant, sous l'étoile Mercedes. Ceci est très pratique, notamment lors de la recharge en ville, dans des places de stationnement exigües. L'EQT est également équipé de série d'une prise de recharge CCS ainsi que d'un câble de recharge CCS pour la recharge en courant alternatif (AC) et en courant continu (CC).

### POUR LE RÉSEAU HYUNDAI

**La marque Rayvolt a dessiné, conçu et produit une version exclusive de son vélo électrique « Next »**

Hyundai Motor France s'est associé à la marque Rayvolt qui a dessiné, conçu et produit en Europe pour le réseau Hyundai une version exclusive de son vélo électrique « Next » issu de sa gamme « eXXite ». Ce partenariat va permettre au réseau Hyundai d'offrir une solution de mobilité additionnelle, douce et respectueuse de l'environnement.

### Un vélo électrique urbain créé pour Hyundai

À l'instar des dernières nouveautés Hyundai, le vélo « Next » allie un design unique et futuriste à des technologies de pointe. Les VAE (vélos à assistance électrique) Rayvolt peuvent atteindre la vitesse de 25 km/h et se rechargent en partie grâce au rétro-pédalage. Au-delà de cette vitesse, l'assistance électrique se coupe automatiquement. Cette assistance est directement liée à une batterie dissimulée dans la tige de selle, optimisant les déplacements en ville. Avec 80km d'autonomie, « Next » répondra aux besoins quotidiens des clients les plus exigeants. La version exclusive du vélo électrique « Next » créée pour Hyundai dispose d'une technologie avant-gardiste améliorant l'expérience utilisateur. Combiné à l'application Eiva et à l'accessoire RegenFit, le vélo « Next » peut se transformer en home trainer intelligent, permettant de s'entraîner chez soi tout en rechargeant la batterie. Différents niveaux de résistance existent pour adapter au mieux les entraînements. En extérieur, la fonction overboost permet d'accroître le degré d'assistance en cas de besoin.

Le « Next » disponible en concession Disponibles dès ce mois-ci dans le réseau Hyundai, les « Next » seront des vélos de courtoisie, faisant office de véhicule de prêt pour les clients Hyundai désireux d'expérimenter de nouvelles formes de mobilité. Il sera aussi possible d'en faire l'acquisition directement auprès des concessionnaires au prix de 3 490€ TTC.

### 50 ANS APRÈS SA CRÉATION

## Le concept Hyundai Pony Coupe renaît de ses cendres en Italie, son berceau d'origine

La réplique du concept Pony Coupe de Hyundai Motor Company a été présentée en première mondiale — quelque 50 ans après les débuts de son glorieux aîné — au lac de Côme en Italie. Dévoilé à l'origine lors de l'édition 1974 du salon de l'automobile de Turin, le concept Pony Coupe est un véhicule emblématique de l'histoire de la marque et de son héritage stylistique.

Hyundai a présenté la réplique de son concept Pony Coupe lors de l'inauguration de « Hyundai Reunion », un événement en hommage à l'héritage de la marque à l'occasion duquel des responsables et designers, anciens et actuels, de Hyundai se regroupent pour évoquer le passé de la marque, son ambition immuable et ses futures orientations. Parmi les personnalités présentes à cet événement figuraient notamment Giorgetto Giugiaro et son fils Fabrizio Giugiaro, lui-même designer de longue date, venus présenter la réplique — tant attendue et réalisée par le bureau de style GFG Style, sous la houlette experte de Fabrizio et Giorgetto — du véhicule qui a conduit à la création de la Pony d'origine, premier modèle indépendant de la marque et première voiture de série coréenne.

Avec sa sensibilité esthétique des plus singulières, le concept Pony Coupe a été l'un des véhicules précurseurs de son époque. Malheureusement, du fait du contexte économique défavorable qui régnait à la fin des années 1970, ce concept, qui aurait pu être la première voiture de sport mythique de Hyundai, n'a pu faire l'objet d'une production commerciale et a été à jamais perdu pour l'histoire. Toutefois, il incarne la volonté absolue de Hyundai de s'engager en sport automobile pour y asseoir son leadership sur le long terme en tant que constructeur automobile — un état d'esprit qui explique aujourd'hui encore la position dominante de la marque dans le secteur de l'électrification et des technologies hydrogène hautes performances.

**Géant ELECTRONIC**

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) | أنا، صحتي جيون

**Opération de maintenance préventive sur le satellite****ALCOMSAT-1**

Une opération de maintenance préventive des équipements de diffusion sur le satellite ALCOMSAT-1 est prévue durant la nuit du mardi à mercredi, a annoncé dimanche l'entreprise de Télédiffusion d'Algérie (TDA) dans un communiqué.

Cette opération prévue entre 01h30 et 04h30 "aura comme impact l'interruption momentanée de la diffusion de nos bouquets sur le satellite ALCOMSAT-1, mais n'impactera pas les autres sources", a précisé la même source.

**MARCHÉ DE L'ARGENT****Un déficit de 142,1 millions d'onces en 2023**

Après une envolée de 18% en 2022, la demande du cadet des métaux précieux devrait baisser de 6% cette année. Mais ce repli ne suffira pas pour mettre un terme au déficit du marché qui dure depuis 2021.

Le marché mondial de l'argent devrait enregistrer un déficit de 142,1 millions d'onces en 2023, malgré une baisse de la demande et une légère hausse de l'offre par rapport à 2022, selon un rapport publié fin avril dernier par le Silver Institute, l'association internationale regroupant les principaux acteurs du secteur. Intitulé « World Silver Survey 2023 », le rapport précise que le déficit prévu cette année interviendrait après des déficits successifs de 237,7 millions d'onces en 2022 et de 51,1 millions d'onces en 2021.

Après sa forte envolée de 18% durant l'année écoulée, la demande mondiale du métal blanc devrait ralentir en 2023 pour se situer à 1,1670 milliard d'onces (-6% par rapport à 2022). Le recul de la demande concernera notamment les secteurs de l'argenterie (-24%), de la bijouterie (-15%) et de la photographie (-4%). Malgré ces baisses prévues durant l'année en cours, la demande de ces secteurs reste à un niveau historiquement élevé.

La demande d'argent sous forme de lingots et de pièces provenant des investisseurs devrait baisser de 7% cette année alors que celle de provenant de l'industrie devrait enregistrer une hausse de 4%, pour atteindre un niveau record de 576,4 millions d'onces.

Les applications industrielles de l'argent concernent, entre autres, les soudures et les alliages pour brasures, les batteries électriques, la verrerie, les puces LED, les réacteurs nucléaires, l'énergie photovoltaïque, les puces RFID, les semi-conducteurs, les écrans tactiles et la purification de l'eau.

Le rapport révèle également que l'offre du cadet des métaux précieux devrait s'établir à 1,0249 milliard d'onces en 2023, ce qui représente une hausse de 2% par rapport à 2022. Cette légère hausse découlera essentiellement de l'augmentation attendue de la production minière alors que l'approvisionnement du marché provenant de l'activité du recyclage devrait rester stable.

Le déficit de l'offre, qui perdure depuis 2021, ne suffira pas cependant à engendrer une hausse du prix de l'argent et à restaurer son statut de valeur refuge face aux incertitudes économiques et géopolitiques comme l'inflation, la récession ou les conflits, en raison notamment du dollar fort et des taux de rendement élevés des obligations américaines, que les investisseurs préfèrent. Le prix moyen de ce métal précieux devrait se situer à 21,30 dollars l'once en 2023, soit une baisse de 2% par rapport à l'année précédente.

Agence

**SAHARA OCCIDENTAL/ANNIVERSAIRE****Un défilé civil retraçant les réalisations de 50 ans de lutte et d'édification**

Les festivités du 50e anniversaire du déclenchement de la lutte armée sahraouie et de la création du Front Polisario se sont poursuivies, dimanche, avec un défilé civil mettant en exergue les réalisations des différents secteurs effectuées durant un demi-siècle de lutte contre le colonisateur espagnol puis l'occupant marocain.

Sous la supervision du président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, et en présence d'invités et amis du peuple sahraoui, ainsi que d'une assistance nombreuse, des processions d'hommes et de femmes représentant les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'environnement et des travaux publics ont dévoilé, à travers des banderoles et des tableaux illustrés, les réalisations phares effectuées durant ces cinquante années.

Ces réalisations dans les différents secteurs sont aussi une forme de lutte contre l'occupant et une manière de montrer que le peuple sahraoui est résistant et poursuit sa marche vers l'indépendance et la reconquête de ses territoires spoliés par l'occupant marocain de plus en plus acculé ces dernières années sur tous les fronts.

"Aujourd'hui et demain, ensemble pour libérer notre patrie", "Unité, résistance jusqu'à la reconquête de nos territoires", "Nous sommes à vos côtés notre frère militaire sur le front", sont entre-autres slogans visibles sur les pancartes portées par les participants.

Selon les explications données lors du défilé, l'éducation des enfants et la formation professionnelle au pro-

fit des jeunes sahraouis sont une priorité absolue pour les autorités. "L'initiation à la lutte armée et la défense de la cause sahraouie se font principalement dans ces institutions", a-t-on expliqué. Pour rappel des expositions montrant le génie de la femme sahraouie sont organisées le long des festivités.

A souligner que le président sahraoui, Brahim Ghali, a été honoré à la fin du défilé, en reconnaissance à son combat sans relâche et son attachement à la cause de son pays.

Les festivités organisées à l'occasion du 50e anniversaire du déclenchement de la lutte sahraouie ont été à la hauteur de l'événement, se sont accordé à dire les invités et les amis de la cause sahraouie présents en nombre dans les camps des réfugiés.

Le défilé militaire a montré une disponibilité et un haut professionnalisme de l'armée sahraouie à même de lui permettre d'aller de l'avant sur le chemin de la libération de son pays. L'homogénéité dont a fait preuve l'ancienne génération et la génération montante des militaires durant le défilé "est rassurante à plus d'un titre quant à la poursuite de la lutte armée", a-t-on relevé. La présence des délégations étrangères en masse durant cet événement illustre que la cause sahraouie a des amis et elle est désormais internationale, a-t-on ajouté.

R I

**DÉCÈS DE L'ANCIEN DG DU JOURNAL "ECHAÂB" FNIDES BEN BELLA****La direction de la communication à la Présidence présente ses condoléances**

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté ses sincères condoléances à la famille du journaliste et ancien directeur général (DG) du journal "Echaâb", Fnides Ben Bella, décédé dimanche à l'âge de 66 ans.

"La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a appris avec une grande



tristesse et une profonde affliction le décès du journaliste et ancien directeur général du journal "Echaâb", Fnides Ben Bella, à l'âge de 66 ans,

lit-on dans le message de condoléances.

En cette douloureuse épreuve, la Direction générale de la communication présente ses sincères condoléances à la famille du défunt, à ses collègues au journal "Echaâb" et à l'ensemble de la corporation, les assurant de sa profonde compassion. A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons.

**ACCIDENTS DE LA CIRCULATION****Trois morts et 123 blessés en 24 heures**

Trois (03) personnes ont trouvé la mort et 123 autres ont été blessées dans 101 accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs régions du pays, selon un bilan rendu public dimanche par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tlemcen où trois personnes sont décédées et deux autres ont été blessées suite à deux accidents de la circulation, précise la même source.

**ÉTATS-UNIS****Un accord sur la dette doit être trouvé avant le 1er juin**

Le plafond de la dette des Etats-Unis doit être relevé avant le 1er juin pour que le pays puisse continuer à payer ses factures au-delà du 15 juin, averti dimanche la ministre des Finances, Janet Yellen, alors que les négociations entre la Maison Blanche et l'opposition républicaine sont dans l'impasse.

«Il y a toujours de l'incertitude au sujet des recettes et des dépenses fiscales. Et donc il est difficile d'avoir une certitude, mais mon évaluation est que les chances d'atteindre le 15 juin tout en étant en mesure de payer toutes nos factures sont assez faibles», a déclaré la secrétaire au Trésor lors d'une interview sur la chaîne NBC.